

Ludo Martens

Fascisme

et

anticommunisme



1 Mars 1993
Edition PTB
Bd. M.Lemonnier 171
1000 Bruxelles
Belgique
Tél. 32 2 513 77 60
Fax. 32 2 513 98 31

Ce document peut être recopié, traduit et diffusé par tous nos amis.
L'éditeur demande seulement de signaler l'origine du document.
L'éditeur aimerait recevoir une copie de traductions dans d'autres langues.

Adressez vos commandes à notre adresse ci-dessus.
Vous pouvez également y obtenir une liste complète des documents, livres et brochures édités et diffusés par le Parti du Travail de Belgique.

Compte Chèques Postaux :
000-1331025-88

PTB-Editions, 1000 Brussel 1
Belgique

Fascisme et anticommunisme

D'où vient le fascisme et comment combattre cette peste ?

Le 24 novembre 1991, les partis fascistes ont remporté une victoire électorale significative. Le débat qui s'ensuivit dans les milieux progressistes fut d'un niveau affligeant. De nombreux paratonnerres et de nombreuses autruches prirent la parole. Selon l'un, le fascisme historique, c'est du passé. Les analyses simplistes sont passées de mode, ajoute l'autre. C'est un problème de rénovation urbaine, murmure un troisième. Non, c'est une question de mentalité, auparavant les gens étaient plus tolérants, soupire le dernier.

On a beaucoup palabré après le 24 novembre. Mais on n'en est guère devenu plus sage pour autant. Que signifie le soutien recueilli par le Vlaams Blok, le Front National et Agir? Pourquoi les groupes néofascistes progressent-ils dans toute l'Europe? Quelles sont les raisons objectives de cette montée de droite? Quelle politique rend possible cette vague d'extrême droite? Quels sont les points essentiels du programme fasciste auxquels il faut apporter une riposte de principe?

Crise de «notre» système mondial

Le malaise, l'insécurité, l'instabilité, l'angoisse face à l'avenir, le désespoir qui s'empare de larges couches de la population, dans toute l'Europe, possèdent une base objective, et ce à l'échelle mondiale. Cela peut sembler absurde après trois années de propagande tonitruante pour le capitalisme, «le seul système qui marche», mais la cause du désarroi croissant réside dans la crise toujours plus profonde du système capitaliste mondial. Voilà que nous ressentons chez nous les premiers ébranlements des bases de ce capitalisme mondial déjà fameusement secoué dans le tiers monde. L'effondrement du socialisme en URSS et en Europe de l'Est, provoqué par 35 années de révisionnisme et de pourrissement interne et par 35 années de subversion occidentale, a pu donner le change pendant un certain temps. Effectivement, la trahison des idéaux socialistes par Krouchtchev, Brejnev et Gorbatchev, a été présentée par la bourgeoisie occidentale comme une preuve de la force, de la vitalité et la bonne santé de «notre» capitalisme. Ces tonnes de propagande ont alimenté quelques illusions, mais ne peuvent cacher plus longtemps l'amère réalité économique de la jungle capitaliste mondiale.



Le groupe fasciste Wallon Agir (ici lors d'une action de soutien aux fascistes croates) est souvent présent aux manifestations du Vlaams Blok. L'anticommunisme est la caractéristique la plus fondamentale des organisations fascistes.

Comment les partis bourgeois veulent parer la crise...

Pointons sept caractéristiques de l'actuelle politique de crise. Nous constatons que, dans toute l'Europe, les partis social-démocrates, social-chrétiens, libéraux-conservateurs et nationalistes portent une responsabilité assez semblable à l'égard de cette crise qui, après chaque remède prescrit, s'aggrave. Effectivement, avec des méthodes plus ou moins identiques, ils tentent tous de doper un capitalisme sur son déclin. Leur responsabilité commune permet de comprendre le succès du fascisme.

Dans tous les pays, l'exploitation du travail s'intensifie. Les capitalistes veulent produire meilleur marché pour des marchés en faible croissance. Salaires en dessous de l'inflation, travail plus intense, flexibilité, tout cela au nom de la «compétitivité».

Pour soutenir «ses» capitalistes, chaque Etat leur accorde davantage de soutien et d'aides, et ce au détriment des masses travailleuses. Démantèlement social: limitation des allocations de chômage, attaques contre les malades et les invalides, dégraissage du secteur enseignement.

Dans ce combat de géants contre leurs semblables japonais et américains, l'unité européenne est le maître-mot des monopoles européens. Sous leurs coups de boutoir répétés, s'effondrent non seulement de petites et moyennes entreprises, mais aussi des régions entières, surtout en Europe du Sud.

L'Allemagne, le bloc capitaliste le plus puissant, impose ouvertement sa loi en Europe. Elle s'est servie de l'anschluss de la République Démocratique Allemande pour augmenter son poids économique dans la CE et assurer sa domination en Europe de l'Est. Grâce à sa politique monétaire, elle détermine largement la politique économique des autres pays. Ce qui annonce des conflits avec les intérêts français et anglais.

Un monde appauvri s'avère trop petit pour les trois grands blocs impérialistes: Etats-Unis, Communauté Européenne, Japon. Les USA utilisent leur position d'unique superpuissance nucléaire pour engranger par la pression et le chantage quelques profits pour leur économie chancelante. Les guerres commerciales se succèdent entre les trois grandes

puissances capitalistes. Les USA dépendent de plus en plus de l'apport des moyens financiers japonais et allemands et la menace d'une grande crise financière se précise.

Depuis quelques dizaines d'années, les marchés du tiers monde ont été gonflés artificiellement par les prêts. Plus de 1.300 milliards de dollars de dettes ruinent les pays en développement. Mais sous le slogan de la libéralisation et de la privatisation, c'est une recolonisation économique complète qui s'opère. Blocus économique, terreur et agression s'en prennent à tout pays qui s'en tient encore, d'une manière ou d'une autre, à son indépendance: Cuba, Nicaragua, Panama, Irak, Lybie sont les victimes les plus récentes de cette barbarie occidentale. Famines, terreur, guerres civiles, flux massifs de réfugiés démontrent que la vie est devenue impossible pour des centaines de millions de gens sous la dictature du «marché libre».

Les contre-révolutions d'Europe de l'Est et d'URSS allaient soi-disant apporter la démocratie, la liberté et le bien-être. L'impérialisme a conquis de nouveaux débouchés, mais ce triomphe menace de déstabiliser toute l'Europe. En trois années, l'Est connaît dix millions de chômeurs supplémentaires! Les nouvelles bourgeoisies tentent de mobiliser les masses derrière elles grâce au nationalisme et au fascisme. Des guerres civiles dévastent la Yougoslavie et le Caucase.

Fascisme et démocratie bourgeoise

Face à cette situation de fond, nous voulons souligner deux éléments qui permettent de comprendre la montée du fascisme.

D'abord, il faut indiquer que les partis fascistes et les partis «démocratiques» bourgeois défendent fondamentalement les mêmes intérêts de classe: tous sont des partisans de «nos» multinationales, des capitalistes et de l'ordre impérialiste mondial. Au fur et à mesure que s'aggrave la crise du capitalisme mondial, tous les partis bourgeois ont pris des positions plus à droite. Il y a dix ans, la social-démocratie promettait encore, avec le triomphant Mitterrand, de démanteler le pouvoir du grand capital, d'assurer les droits des immigrés et ceux des délégués syndicaux, de mettre fin au néocolonialisme. Des centaines de milliers de travailleurs, d'immigrés et de gens du tiers monde ont dansé toute une nuit à Paris. De cette démagogie sociale, il ne reste rien, la politique de Mitterrand n'est pas essentiellement différente de celle de Major, Martens ou Kohl. Les fascistes - depuis le Front National en France jusqu'au Vlaams Blok en Belgique - adhèrent à toutes les politiques des partis bourgeois classiques, mais ils veulent les porter à leurs ultimes conséquences, ils veulent les réaliser par la terreur ouverte et la violence contre tout opposant; ils entendent briser toute résistance organisée contre le capitalisme et l'impérialisme, par la terreur privée et la terreur d'Etat. Au fur et à mesure que la crise se fait sentir plus dramatiquement, amenant le désespoir, les fascistes promettent d'appliquer de façon «conséquence» et «radicale» la ligne tracée par la droite bourgeoise «civilisée» et de briser toute résistance par la force. Le fascisme est le prolongement de la démocratie bourgeoise sur un terrain dominé par une crise sans issue du système capitaliste mondial.

Anticommunisme, terreau du fascisme

La seule issue dans ce monde inhumain de famines, de guerres d'agression, de terreur et d'exploitation, c'est la lutte pour le socialisme et le communisme. Les grands moyens de production doivent devenir propriété collective, la domination économique et politique de la grande bourgeoisie doit être brisée et le pouvoir de la population travailleuse instauré. Or, depuis le début des années 80, nous avons assisté à une campagne sans précédent, à une échelle mondiale, contre les idéaux et les principes du socialisme et du communisme. L'anticommunisme aveugle et fanatique est la première et principale caractéristique du fascisme qui se nourrit de chacune de ses formes. Un nostalgique du Vlaams Blok parlait de «la saga des volontaires européens de la Waffen-SS». «La lutte gigantesque de 1941 a protégé l'Occident contre un péril mortel. Un combat de titans, dont l'empire soviétique de Staline, qui se croyait déjà vainqueur et qui s'effondre entièrement aujourd'hui, ne s'est jamais relevé» (1). Après 1945, les spécialistes nazis de la propagande anticommuniste ont été largement intégrés dans les services américains de désinformation. Le fil rouge des mensonges nazis contre l'Union soviétique et contre Staline, on peut le retrouver dans toute la propagande de la guerre froide et finalement dans la campagne «pour la liberté et la démocratie» de la période 1989-1991. La vague d'anticommunisme militant haineux qui a traversé tous les partis bourgeois, a fourni un terreau à la droite fasciste. Sur ce point également, bien des progressistes peuvent se livrer à un examen de conscience. Beaucoup se sont laissés entraîner dans l'hystérie anticommuniste. Pourtant, septante années d'histoire du fascisme montrent que l'anticommunisme est son principal stimulant. Ce n'est pas un hasard si Jaap Kruithof, en résumant les grands thèmes de la propagande du Vlaams Blok, place en tête l'anticommunisme de cette organisation d'anciens combattants du front de l'Est...

Huit accès au fascisme

Il faut combattre le fascisme sur les huit terrains sur lesquels il a répandu son poison.

L'anticommunisme. «Seigneur, bénissez nos soldats dans la lutte contre le Bolchévisme! Donnez-leur le courage d'entreprendre la Croisade contre le Bolchévisme en actes et en paroles!» (2) Le Vlaams Blok voit les slogans des Waffen-SS confirmés par les récents événements.

Nationalisme. Crève, Belgique! A bas les Wallons! Flandre indépendante, Brussel vlaams! Quatre mots d'ordre que Karel Dillen a retranscrits des collaborateurs nazis De Tollenaere et Borms. (3)

Racisme. L'absurde théorie nazie de la «pureté de la race» est mise en valeur pour justifier discriminations et oppressions et pour préparer les esprits à la terreur et au meurtre.

Hégémonie européenne. Hitler fut le premier à combattre pour une Europe unie. Le Vlaams Blok poursuit cette «tradition» et veut édifier une superpuissance économique et militaire européenne.

Europe allemande. Aussi bien durant la première occupation allemande de 1914-1918 que durant l'occupation nazie de 1940-1945, les «nationalistes flamands» de droite se sont comportés ouvertement en agents de l'expansionnisme allemand. Le «Vlaams» Blok travaille pour

l'impérialisme allemand.

Interdiction du syndicalisme de combat. «Contre la dictature politique des syndicats. Interdiction des grèves politiques. Protection du droit au travail», écrit le vice-président du Vlaams Blok, Roeland Raes (4).

Interdiction de l'avortement. Le Vlaams Blok, qui nie le génocide des juifs commis par les nazis, parle de «génocide sur l'enfant à naître!» (5)

Contre la criminalité et la drogue. Les liens entre l'extrême droite, la grande criminalité, le monde de la drogue et les services secrets ont été illustrés dans des dizaines d'études. En Italie, les collègues du Vlaams Blok ont commis des attentats terroristes tuant des dizaines de personnes, afin d'obtenir le renforcement des services de répression

(1) Périodique Contact, organe des partisans du front de l'Est, mars 1992, p 33-34.

(2) Het Berkenkruis, périodique des combattants du front de l'Est, photocopié in Nannitsen Ingrid, Analyse van de publikaties van de Oud-Oostfronters, mémoire de licence, Gand, 1989-1990, p 51.

(3) Ibidem, p 169; Bart Laeremans, Dietsland-Europa, n° 6-7, 1991, p 17-18.

(4) Vlaams Blok, n° 5, mai 1987, p 3

(5) Vlaams Blok, n° 11, décembre 1989, p 3.

Vlaams Blok

Du nationalisme flamand au fascisme

Un des principaux fondement du fascisme dans la partie néerlandophone du pays, depuis le Vlaams Nationaal Verbond en 1932 jusqu'au Vlaams Blok en 1992, est le nationalisme bourgeois flamand. Cette idéologie d'extrême droite a pris racine, dans la partie néerlandophone du pays, depuis le Vlaams Nationaal Verbond en 1932 jusqu'au Vlaams Blok en 1992, est le nationalisme bourgeois flamand. Cette idéologie d'extrême droite a pris racine, initialement, parmi un groupe d'intellectuels flamands, sous l'occupation allemande, pendant la guerre 1914-1918. Dans les années trente, elle s'est propagée comme un cancer au sein de la bourgeoisie flamande ascendante et a conduit à la collaboration avec les nazis pendant l'occupation de 1940-1945. Les fascistes flamands ont été vaincus en même temps que les nazis allemands, mais leur idéologie nationaliste de droite n'a jamais été sérieusement combattue: c'est qu'une grande partie du CVP - qui était alors le principal parti - l'a partagée...

Lors du virage à droite généralisé des partis bourgeois dans les années septante et quatre-vingts, le parti libéral, le parti social-démocrate et, finalement, le parti communiste, ont aussi été atteints par cette idéologie nationaliste de droite.

Le dérapage de Jaap

On n'a jamais mené de discussion sérieuse sur le nationalisme flamand de droite, sur une base marxiste. La question a bien été abordée dans les années 68-70, lorsque le Studentenvakbeweging SVB, à Louvain, a pris radicalement position contre la revendication fasciste «Walen buiten» (les Wallons dehors) et pour le slogan «Bourgeois buiten» (les bourgeois dehors). En l'absence de critique sérieuse, marxiste, de nombreuses présuppositions du nationalisme de droite ont été reprises, sans autre forme de procès, y compris par des gens de gauche.

Ainsi, récemment, notre ami Jaap Kruythof a laissé échapper quelques phrases, à ce point malencontreuses qu'elles constituent le point de départ d'une réflexion et d'une analyse. Jaap Kruythof est un antinationaliste et un internationaliste et sans aucun doute reconnaîtra-t-il, en analysant de plus près ces quelques phrases inconsidérées, l'écho lointain du nationalisme flamand de droite. *«Je m' imagine bien une Flandre autonome, à la Willy Kuypers et à la Nelly Maes, deux politiciens loyaux. Une Europe des régions me semble la meilleure solution: la plupart des formes étatiques européennes sont des constructions, des artifices, des Etats irréels. Au Moyen-Age, nous avions encore les duchés, qui étaient des entités vraiment naturelles»,* confiait-il à Humo (1) dans un moment d'égarement.

Comparons ce douloureux dérapage aux trois concepts clé du nationalisme fasciste. Le premier concept, dans les termes du Vlaams Blok et de Were Di: *«La Belgique est une construction artificielle»* (2). C'est pourquoi l'extrême droite veut *«la destruction de l'Etat belge qui constitue un lien purement artificiel entre les Flamands et les Wallons»*. Second concept: *«Il faut l'indépendance et c'est possible. La Flandre doit occuper sa place dans l'Europe comme Etat indépendant»* (4). Troisième concept: *«Dans l'Europe unifiée, seules quelques régions et communautés culturelles auront encore, à long terme, une signification. Pour nous, ce sera la région de Flandre et au niveau des communautés culturelles, cela ne pourra jamais rien être d'autre que la communauté néerlandaise»* (5).

Nationalisme: les riches et la droite d'abord

La conception de base qui se cache derrière la revendication de la «Flandre autonome» de Nelly Maes ou de la «Flandre indépendante» de Dillen est identique: le nationalisme flamand, avec son «Vlaams Volk eerst» (Peuple flamand d'abord) et sa «Vlaamse eenheid» (Unité flamande). Ce nationalisme est à l'extrême opposé de la conception socialiste qui avance, comme point de départ, que toute société capitaliste est divisée en classes antagoniques, les travailleurs et la grande bourgeoisie, les exploités et les exploités. Le nationalisme contraint la classe laborieuse à «marcher» pour les intérêts de «ses» capitalistes, de «ses» exploités. Le nationalisme fait croire que les travailleurs doivent se soumettre de bon gré à l'exploitation, toujours plus sévère, de leurs patrons, les grands capitalistes et les multinationales. Au nom de la démagogie dégoûtante à propos de la «cohésion du peuple flamand», Dillen impose aux ouvriers de la Belgique néerlandophone, obéissance aux multinationales américaines, allemandes, françaises et belges qui contrôlent les clés de notre économie.

Le nationalisme est aussi utilisé par la grande bourgeoisie, au nom de «l'intérêt supérieur de la Flandre» ou de «l'intérêt supérieur de la Wallonie», pour engager la lutte contre les communistes et contre les syndicalistes qui



Elias, dirigeant du Vlaams Nationalistisch Verbond (VNV), fait le salut nazi aux volontaires qui partent pour le front de l'Est en avril 1943, au nom de "l'intérêt supérieur de la Flandre".

se battent pour les intérêts des ouvriers, des travailleurs, des assistés. L'oppression de leur propre classe laborieuse est une caractéristique commune de toutes les formes de nationalisme bourgeois. «Notre peuple d'abord» veut dire «les riches d'abord» et «la droite d'abord».

Avant tout: nos intérêts en tant que travailleurs

Selon la conception marxiste de la société capitaliste développée, la question de la langue ou de la nationalité ne se situe jamais en première place, mais bien l'intérêt de classe. Le principe primordial est: l'unité de tous les travailleurs, quelle que soit leur religion, leur langue ou leur nationalité, dans la lutte contre le grand capital, pour une société socialiste. C'est pourquoi les communistes rejettent notamment toute mesure basée sur le séparatisme linguistique. Dans toute la Belgique, les enseignants, le personnel des hôpitaux, les travailleurs de la sidérurgie ou de la construction ont les mêmes intérêts, quelle que soit leur langue.

En même temps, les communistes s'opposent, dans une structure étatique donnée, à toute forme de discrimination fondée sur la langue, la nationalité ou la religion. Toute forme de discrimination à l'encontre des immigrés dans toute la Belgique, à l'encontre des francophones dans les communes de la périphérie de Bruxelles, à l'encontre des néerlandophones au sud de la frontière linguistique doit être supprimée.

Le parasite wallon

La théorie de la Flandre «autonome» ou «indépendante» est construite sur

ce non-sens nationaliste idiot, formulé ainsi par Annemans: «*Les tentatives visant à faire cohabiter les deux peuples — Flamands et Wallons — au sein du même Etat ont échoué et ont même tourné au fiasco*» (6). Ou encore, comme entendu au Congrès du Vlaams Blok: «*En Belgique habitent des Flamands, des Wallons et des Allemands. Nous ne parlons donc pas des prétendus problèmes communautaires mais d'un problème de peuples, insoluble dans le cadre de l'Etat belge*» (7).

Jaap Kruythof fait erreur en souscrivant à des conclusions prématurées tirées de conceptions qu'il considère sans aucun doute comme un discours débile. Flamands et Wallons peuvent parfaitement cohabiter au sein d'une structure étatique belge. Il n'existe en Belgique quasiment aucune discrimination pour des raisons linguistiques et aucune inégalité réelle entre les différentes régions linguistiques. C'est pourquoi les nationalistes et les fascistes, du côté flamand comme du côté wallon, doivent mener des campagnes artificielles et débiter des mensonges démagogiques pour rallier des pans de la population à leur bannière séparatiste respective. Ce qui amène Dillen, le vieux nazi, à la plus stupide des attaques contre les Wallons: «*Une fois de plus, il est apparu que les Wallons ne pensent pas à se défaire de leur position privilégiée dans l'Etat belge. Le parasite wallon sur l'individu flamand, le parasite wallon sur le sol flamand, le parasite wallon sur le travail flamand, le parasite wallon sur l'argent flamand, le parasite wallon est habitué au parasitisme depuis plus d'un siècle et demi*» (8). On croirait entendre l'écho de certaines tirades contre le «parasite juif»... Dire que des gens comme Dillen prétendent qu'ils veulent une «Europe des peuples égaux», alors qu'ils incitent, de la manière la plus primitive qui soit, à la haine contre les Wallons...

Flamands et Wallons ont, à l'entendre, «un problème de peuples insoluble dans le cadre de l'Etat belge». Et les Flamands, les Wallons, les Allemands, les Croates, les Grecs, les Macédoniens, les Portugais, etc... n'auront-ils pas de «problèmes de peuples» dans le cadre de l'Etat européen? Ce coup-là, Hitler l'a déjà tenté une fois. Son Europe Unie était elle aussi construite sur le nationalisme rabique, dans toutes les directions. Discrimination, terreur, massacres basés sur la nationalité et la langue étaient partout monnaie courante. Seul un pouvoir militaire, dominateur et fort, pouvait tenir ensemble tous les morceaux de cette mosaïque européenne nationaliste de droite: l'Allemagne nazie.

C'est pourquoi nous sommes Belges

Les marxistes considèrent les différentes structures étatiques possibles du point de vue de la lutte pour le socialisme. Nous ne pouvons accorder aucun soutien à de nouvelles structures étatiques européennes parce qu'elles ne sont que les instruments des grands monopoles européens. Elles renforcent les positions de la grande bourgeoisie contre le mouvement ouvrier. Nous trouvons, à l'intérieur des structures de l'Etat belge, les meilleures conditions pour la lutte pour le socialisme. Affirmer que la Belgique est un Etat «artificiel», «irréel», c'est singer le discours fasciste. Où s'arrête l'Etat «naturel» d'Allemagne, puisque des germanophones habitent en Pologne, en Ukraine, en Russie, en Hongrie, en Roumanie, en Italie, ...en Alsace? Selon la théorie fasciste du sang et du sol, les minorités linguistiques n'ont pas de droits démocratiques, elles doivent s'adapter au sol. Cette absurdité s'applique-t-elle aussi aux Allemands de ces différents pays?

Comme tous les Etats du monde, la Belgique est le résultat d'un développement historique spécifique. Elle est devenue indépendante et l'est restée parce qu'elle se trouve à un endroit de l'Europe où se rencontrent les intérêts de trois grandes puissances capitalistes: la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne. La Belgique a deux avantages précieux: pays construit sur trois nationalités, elle est peu encline au chauvinisme belge; et comme point de rencontre entre la culture française et néerlandaise — principalement —, elle offre de larges possibilités d'échange et d'enrichissement, un vaste regard sur le monde. C'est pourquoi un enseignement approfondi de la deuxième langue nationale est essentiel, dès le plus jeune âge, aussi bien d'un point de vue démocratique que socialiste.

(1) HUMO, 2 janvier 1992, p.15. (2) Dietsland-Europa, n° 6-7, 1991, p. 19. (3) Vlaams Blok, n° 6, juin 1990. (4) Ibidem. (5) Eric de Lobel, Dietsland-Europa, n° 1, janvier 1992, p. 14. (6) Gazet van Antwerpen, 11 mars 1991: Annemans: weg uit gevangenis met grendels en alarmbellen. (7) Het Vlaams Blok, n° 6, juin 1990, p. 6. (8) Dillen, Vlaams Blok, n° 3, 1991, p. 3.

Du nationalisme flamand à la superpuissance européenne

Dans toute société capitaliste avancée, les classes nanties utilisent le nationalisme pour diviser les travailleurs: travailleurs belges contre travailleurs immigrés, travailleurs wallons contre travailleurs flamands. Au nom de la grandeur de la Flandre, les travailleurs flamands doivent baisser la tête devant leurs maîtres, oh combien flamands. A travers toute l'Europe, les bourgeoisies nationales maintiennent leur contrôle sur les travailleurs par le chauvinisme linguistique et nationaliste.

Mais dans un monde qui est devenu un village, seule la domination mondiale peut assouvir la soif de bénéfices de la bourgeoisie. Or ni la bourgeoisie anglaise, ni la bourgeoisie française, ni même la bourgeoisie allemande, pour ne pas parler de la minuscule bourgeoisie flamande, ne sont en mesure, à elles seules, de s'assurer la domination mondiale. Les voilà donc toutes à la recherche d'accords de coopération enveloppés de mysticisme européen. A l'usage du petit peuple, elles tentent de vendre la drogue du nationalisme «européen».

Voilà la teneur du double message du «nationalisme flamand» du Vlaams Blok: travailleurs flamands, levez-vous comme un seul homme derrière vos exploiters contre les «parasites wallons»; travailleurs flamands courbez l'échine devant tous les exploiters (y compris les Wallons) au nom de la civilisation européenne. Un journal proche du Vlaams Blok résume le message nationaliste en se référant au slogan du vieux socialiste de droite August Vermeylen: «*Pour être quelqu'un, nous devons être Flamands. Etre Flamands, pour être Européens. Dans le slogan de Vermeylen, il n'est plus question de la Belgique.*» (1)

Lorsque les nazis ont créé la Communauté européenne...

Le mythe de l'Europe a été créé par plusieurs grandes bourgeoisies de notre continent. Cette Europe est née (dans le sang) sous les bottes allemandes. C'était dans les années 1936-1945. Nos nationalistes flamands étaient des partisans fanatiques de cette Europe allemande. Et ils le sont toujours. Aujourd'hui un Mark Grammens cite avec approbation le cri de guerre du collaborateur Cyriel Verschaeve: «*Rattachement au bloc allemand comme membre libre et indépendant des Etats Unis d'Europe*» (2). Ce Grammens, à l'époque rédacteur en chef du journal «*De Nieuwe*», était tenu pour un nationaliste flamand progressiste. Le verni progressiste s'est délavé depuis lors et ce qui reste c'est un nationaliste cité régulièrement dans le journal des SS flamands... Il y a de ces évolutions devant lesquels il est bon de s'arrêter et de réfléchir un instant.

La Communauté européenne est une invention du fascisme allemand. Le nazi Hans Bähr écrivait en 1942: «*Au milieu de la tempête, imprégnés de la conscience de notre mission et de la foi dans notre propre force, nous voulons rester attachés aux lois éternelles pour construire la Communauté européenne. Elle doit réunir tous les peuples européens arrivés à la maturité, protéger leur existence, élever le niveau de vie de millions de personnes et voir mûrir les fruits que seule la coopération européenne peut produire. Nous sommes prêts à former la grande famille des peuples européens, unis dans une communauté durable.*» (3)

L'Europe unie pour la croisade contre le bolchevisme

Bien que dans toute l'Europe, une partie importante de la grande bourgeoisie avait des sympathies nazies, une union européenne sous le contrôle de l'Allemagne fasciste s'est avérée impossible dans les années trente. Hitler a d'abord dû soumettre par les armes la France, la Belgique, la Tchécoslovaquie, avant que la grande majorité de la bourgeoisie dans ces pays n'acceptent sa direction. Ce fut le début de la collaboration. Pour la justifier après coup, il fallait «un grand rêve» collectif. Hitler a lancé l'appel à la croisade pour la libération de l'Europe du bolchevisme. L'anticommunisme était le principal appât idéologique par lequel Hitler a su mobiliser toute la droite européenne. Cela se traduisait ainsi: «*L'assistance anglo-américaine (à l'Union soviétique) cherche à introduire les Bolchevistes au coeur de l'Europe. Son but: rendre l'URSS capable de vaincre l'Allemagne et ses alliés européens. (...) Il s'agit de se demander si notre continent deviendra une Europe bolchevisée ou une Europe autonome qui, sous la direction de l'Allemagne, sauvegardera ses valeurs essentielles.*» «*En réalité, les soldats du Reich ne défendent pas seulement la cause de leur patrie, mais ils protègent toute nation européenne digne de ce nom*» (4). Dans ces propos, le lecteur attentif trouvera en passant la clef qui permet de décoder le langage de la guerre froide: un pays qui accepte le contrôle du capital et de l'armée allemands sauvegarde son «autonomie»; un pays qui, en solidarité avec l'Union soviétique, mène la révolution socialiste, est envahi par «*le flot des hordes bolchevistes*»... (4)



La Communauté européenne est une invention des nazis. L'anticommunisme était le principal moyen idéologique par lequel Hitler a mobilisé tout la droite européenne pour l'Europe sous direction allemande. Sur le dessin tiré de la revue nazi *Signal* (janvier 1942): le loup bolcheviste est repoussé aux frontières de l'Europe centrale par les troupes allemandes.

Les nazis et «le droit des peuples à l'autodétermination»

La terreur barbare dans laquelle les nazis ont plongé toute l'Europe permet également de mesurer toute la démagogie du concept de «l'autodétermination des peuples», tel que les nazis l'employaient à cette époque (et tel qu'ils le réutilisent aujourd'hui, mais nous reviendrons ultérieurement sur ce sujet). En Union soviétique, plus de cent peuples coexistaient sur pied d'égalité, déployant à un niveau jamais vu leur propres cultures progressistes. C'était possible uniquement parce qu'on avait chassé du pouvoir et parce qu'on opprimait les différentes bourgeoisies «nationales». Au début du siècle, le nationalisme avait été utilisé, en Georgie comme en Arménie, en Ukraine comme en Azerbaïdjan, pour opprimer impitoyablement les ouvriers et les paysans «nationaux» et pour provoquer des guerres et des conflits nationalistes contre les peuples voisins. Une véritable liberté pour les travailleurs n'a été possible, après 1917-1920, que par le socialisme et la coopération et la solidarité entre les travailleurs de toutes les nationalités. Cette liberté a été conquise et défendue par une lutte des classes impitoyable contre les anciennes bourgeoisies, qui tentaient, entre autres en Ukraine et en Géorgie, de retrouver une base en aiguisant le nationalisme bourgeois.

A partir de 1935, la puissance impérialiste la plus agressive, l'Allemagne nazie, s'est penchée sur le sort des «*petits peuples soumis par le bolchevisme*». C'est entre autres le prétexte qui a servi à justifier le déclenchement de l'agression contre l'Union soviétique en 1941. L'impérialisme allemand a essayé de se rallier la bourgeoisie de tous les petits peuples et de profiter du nationalisme bourgeois. Ce nationalisme est devenu un point d'appui dans la lutte contre le socialisme et pour l'expansion allemande! La presse allemande publiait des photos de dizaines de nationalités différentes qui

luttaient dans les rangs de l'armée allemande. «*Pour les droits de leur peuple*», disait le titre, et en sous-titre: «*Leur pays a été annexé de force par l'Union soviétique*». Et puis cette phrase remarquable qui devrait donner à réfléchir à tous les défenseurs du racisme et du nationalisme: «*Les Ouzbeks, les Kirghizes, les Kalmouks, les Kazaks, les Turkmènes, tous ces peuples du Turkistan, qui pour des raisons raciales ne se sont jamais ralliés au système soviétique, luttent aujourd'hui aux côtés des Allemands.*» (6) Aux yeux des nazis, tous les peuples précités étaient des «*Untermenschen*», des victimes faciles pour les exercices en terreur raciste. Or, les nazis allemands se sont rendus compte que ces Untermenschen, à cause de leur idéologie nationaliste réactionnaire invétérée («*pour des raisons raciales*») s'opposent au socialisme. Et du coup, ils abandonnent toute leur phraséologie raciste et ces musulmans, ces non aryens, sont trouvés dignes d'être incorporés dans les rangs de l'armée allemande...

Allemands, Germains, Latins, Slaves tous appartenant à la «race pure»

L'aberration des théories racistes nazies apparaît aussi, lorsqu'on analyse son évolution. Les concepts de «*notre race d'abord*» et de «*notre peuple d'abord*» sont très élastiques et ils ont été étendus et adaptés à volonté en fonction des besoins du moment de la bourgeoisie allemande. Le premier slogan des nazis était «*Deutschland über alles*», et la France était à ce moment-là l'ennemi héréditaire. Mais pendant la première phase de l'expansionnisme nazi, une «*nouvelle*» idée raciste a été lancée, celle de la Grande Allemagne. Ce concept raciste élargi permettait d'inclure les Flamands, les Hollandais, les Danois et les Suédois dans la race élue, et d'annexer ces pays dans l'empire allemand. L'allié Mussolini, le héros fasciste, pourtant issu de cette race combien dégénérée qu'était la «*race latine*», a été rejoint en 1940 par le général français Pétain. A ce moment, les nazis ont encore élargi quelque peu le concept de la race et du peuple supérieurs. Le peuple français et le peuple italien sont devenus des frères et des alliés unis dans la «*Civilisation occidentale*». (4)

Selon un SS flamand averti, Hitler a commis ici une erreur fatale. Hitler considérait notamment les Slaves comme des peuples inférieurs qui devaient être soumis à l'Allemagne. Cette conception raciste déplacée de Hitler l'empêchait, selon le même nationaliste flamand et combattant au front de l'Est, d'utiliser le nationalisme bourgeois des slaves contre l'ennemi principal, le communisme. Hitler aurait dû élargir le concept de «*race noble*» aux slaves, s'il voulait établir l'ordre nazi dans le monde slave... Cette conception «*progressiste*», était défendue, toujours selon la même source, au Quartier général des Waffen SS, où l'on prônait la thèse: «*Les Germains doivent diriger l'Europe*», mais il faut également «*rallier les peuples latins et slaves à l'idée d'une Europe nouvelle*». (7)

(1) Peter de Roover, Dietsland-Europa, n° 1, 1992, p. 6.

(2) Periodiek Contact, n° 10, 1991, p. 8.

(3) Signal: Dr Hans Bähr, n° 15, 1942, p. 18.

(4) Signal, n° 1, janvier 1942, p. 4-5.

(5) Signal, n° 24, 1943, p. 12.

(6) Periodiek Contact: De Waffen SS en de Europese gedachte. Frans de Hoon, p. 8-9.

De l'Europe des USA à l'Europe de la revanche allemande

Dès 1943, on pouvait quasiment établir que l'armée russe réussirait à rayer de la carte les divisions nazies, même si l'armée rouge devait seulement opérer sur le front européen. Les fascistes allemands de cette époque écrivaient de fiévreux appels pour une «*Communauté Européenne*» unie contre le danger rouge. Dans cette optique, une fraction importante du parti nazi essayait d'établir un accord avec les Etats-Unis et l'Angleterre. Cette fraction entretenait des contacts avec Allen Dulles, le chef des services secrets américains en Suisse. Ils projetaient d'assassiner Hitler, d'ouvrir le front occidental aux armées américaine et anglaise et de concentrer toutes les troupes allemandes contre l'Armée Rouge. Ce groupe, comprenant Rommel, Schacht, von Falkenhausen, Beck et von Stauffenberg, est responsable de la tentative d'attentat sur Hitler en 1944.

(1)

Au fur et à mesure que les nazis encaissaient des défaites sur le front de l'est, la fraction pro-américaine gagnait en influence. Neuf mois plus tard, après la mort d'Hitler, la personne la plus qualifiée pour lui succéder, l'amiral Dönitz, déclara ceci: «*Il est évident que nous devons nous placer du côté des différentes puissances occidentales et que nous devons collaborer avec elles dans les territoires occidentaux occupés, car c'est pour nous le seul espoir de pouvoir un jour reprendre notre pays hors des mains des Russes.*»(2)

Voilà déjà établie, avant même la fin de la guerre, la ligne directrice du plan pour transformer les nazis allemands en «*démocrates*». Elle a été suivie pendant 45 ans: anticommunisme féroce, alliance tactique avec la superpuissance américaine et politique de revanche-vengeance suite à la défaite allemande.

De l'antifascisme à l'anticapitalisme

Après la défaite du fascisme, l'on pouvait assister à une situation révolutionnaire dans quasiment la totalité de l'Europe. Dans la plupart des pays, pratiquement toute la bourgeoisie avait collaboré avec l'occupant; les communistes s'étaient révélés être la seule force antifasciste conséquente et ils dirigeaient aussi les résistants armés. La population active ne voulait pas seulement la fin du fascisme, mais aussi la chute du capitalisme qui avait engendré ce fascisme et qui l'avait constamment soutenu financièrement. En Hongrie, Tchécoslovaquie, Bulgarie, Roumanie et Pologne, la lutte des classes interne se déroula dans des circonstances particulières, de par la présence de l'Armée Rouge. Tous les collaborateurs furent punis comme ils le méritaient et la bourgeoisie perdit ainsi la majeure partie de sa puissance économique et politique. Cette bourgeoisie ne pouvait faire directement appel à ses acolytes étrangers, en d'autres termes, les industries américaines ne pouvaient lui venir en aide directement en argent, troupes et services secrets, comme c'était le cas en Europe occidentale. Les ouvriers et les antifascistes pouvaient développer leur lutte sans obstacles, pour l'application de leurs revendications. C'est la lutte de classe interne qui a

mené à la destruction de la bourgeoisie et à la mise sur pied du socialisme sous forme de démocratie populaire. Le mensonge: «c'est l'armée rouge qui a bolchévisé l'Europe de l'Est» a été répandu par les nazis bien avant que la guerre soit définitivement achevée.

Les Etats-Unis d'Europe: planche de salut

Le seul pays où un régime fut installé par la terreur militaire d'une puissance étrangère est... la Grèce. La seule façon d'écarter du pouvoir les résistants dirigés par les communistes, ce fut une intervention massive des anglais qui a duré de 1944 jusqu'en 1949. Dans cette contre-révolution orchestrée par l'Angleterre, à laquelle ont participé des collaborateurs nazis, on a compté plus de victimes grecques que pendant la deuxième guerre mondiale elle-même.

Dans les autres pays occidentaux, le capitalisme a pu se tirer d'une situation particulièrement délicate. Il y a à cela deux raisons. Les services secrets américains comptaient surtout, entre 1945 et 1953, sur les partis socialistes pour endiguer le «danger communiste». C'est suite à cela que la classe ouvrière fut divisée. En Belgique, le personnage-clé de cette tactique était Spaak (3). La deuxième raison fut l'opportunisme des partis communistes qui avaient renié leur politique révolutionnaire, qui avaient capitulé face aux menaces des dirigeants militaires américains et qui s'étaient enlisés dans le réformisme.

En avril 1947, un groupe d'industriels américains et de hauts fonctionnaires lancèrent un «appel pour une Europe unifiée». William Donovan, chef de la CIA, était le porte-parole privilégié de cette communauté... Dans ce plan américain d'une Europe unie, on retrouvait deux points principaux de la stratégie mondiale: cette nouvelle Europe, sous tutelle américaine, était un pion essentiel dans la politique de conquête mondiale que menaient les Etats-Unis; et cette Europe permettait aux fascistes allemands et aux capitalistes de sauver leurs peaux et de reconstituer leurs forces.

Cette Europe unie, made in USA, avait plusieurs objectifs. Elle devait créer un vaste marché pour l'écoulement des marchandises américaines de consommation de masse: secteurs automobile, chimie et armes de fabrication américaine. En effet, les Etats-Unis ne pouvaient devenir la plus grande puissance économique mondiale que si l'Europe restait capitaliste et qu'elle formait un grand marché américain. En même temps, l'Europe formait un lieu de réunion de toutes les forces capitalistes sous surveillance américaine afin de briser les mouvements ouvriers de gauche et les partis communistes. L'Europe lançait à nouveau, comme au bon vieux temps nazi, l'appel qui devait mobiliser toutes les forces bourgeoises pour la lutte contre le socialisme en Europe de l'Est et en URSS. L'union de l'Europe était aussi la couverture sous laquelle les nazis allemands furent réhabilités et l'Allemagne réarmée pour devenir le fer de lance occidental contre le socialisme (4).

Le capital allemand rumine sa vengeance

Depuis 1945, la bourgeoisie allemande a mené invariablement une politique en quatre points.

Elle a sauvé autant de cadres du Troisième Reich qu'elle le pouvait, elle les a protégés et replacés à des postes dominants. L'Allemagne de l'Ouest n'a jamais été réellement purifiée de son idéologie nazie et de son personnel nazi.

La bourgeoisie de l'Allemagne de l'Ouest s'est montrée méritoire dans le cadre de la guerre froide en se faisant la force anticommuniste la plus inflexible d'Europe. Elle a joué un rôle important dans le déclenchement des soulèvements contre-révolutionnaires à Berlin en 1953 et en Hongrie en 1956. Elle est toujours restée «fidèle» à la vocation qu'elle assumait déjà pendant le Troisième Reich: la «libération» des pays socialistes.

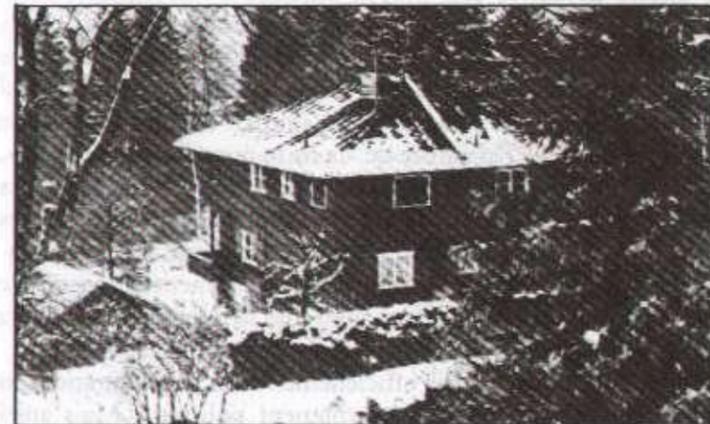
La bourgeoisie allemande a joué pleinement la carte américaine parce que cela lui permettait de reconstruire en un minimum de temps sa puissance économique et financière. Alors qu'elle jurait fidélité et servilité à jamais à son compagnon américain, elle préparait patiemment le jour où elle pourrait se venger de son concurrent, l'impérialisme américain. La droite allemande n'a jamais laissé tomber sa rancune envers la culture Coca-cola américaine, car elle n'a jamais pu pardonner aux Etats-Unis les coups qu'ils lui avaient portés pendant la guerre antifasciste.

Le capital allemand accueillait avec enthousiasme les Etats-Unis d'Europe car cela permettrait de conserver quelques traits de l'unité européenne des années 1940-1944. Par des moyens pacifiques, elle chercherait à atteindre dans la nouvelle conjoncture ce qu'Hitler n'aurait pu réaliser durablement avec la violence.

Cette politique de revanche allemande est totalement partagée par le Vlaams Blok. Dewinter défend la position suivante: *«Après la capitulation de l'Allemagne nazie, Churchill, Staline et Roosevelt ont partagé l'Europe en sphères d'influence. Les Soviétiques ont immédiatement occupé les pays de l'Est. Le mouvement nationaliste de droite a toujours déclaré que l'Europe doit se défaire de l'emprise des USA et de l'URSS. L'Europe doit devenir une troisième puissance à part entière, détachée du communisme et du capitalisme (américain)»* (5).

Naissance de la nouvelle Europe à Berlin

La chute du Mur de Berlin marqua la fin de 45 années d'Europe américaine. Par les toutes premières fissures du mur, on pouvait déjà apercevoir l'Europe allemande. Pendant 20 ans, cette vision n'a pu être décrite que dans les programmes d'obscurs journaux néo-nazis; en 1992, il semble que la bourgeoisie «démocratique» allemande n'a cessé de poursuivre une politique dans ce sens avec des moyens «honnêtes»... et qu'elle y est parvenue. Nous parlons ici du rétablissement de la Grande Allemagne. Nous parlons ici de la «libération» des Etats Baltes et des «peuples d'Europe de l'Est vivant dans l'esclavage». Nous parlons enfin



Reinhard Gehlen, chef des services d'espionnage antisoviétique sous Hitler. Après la guerre, lui et son équipe furent embauchés par les Américains. Photo: la villa achetée par lui en 1956 avec l'argent de la CIA.

de la destruction et de la désunion de l'URSS. Après la chute du Mur de Berlin, les rêves les plus cachés que les vieux nazis chérissaient depuis 1945 sont enfin devenus réalité. Le Vlaams Blok a toujours soutenu ses partenaires fascistes allemands dans leur lutte pour une grande Allemagne. Dewinter disait en début 1990: «*Nous sommes, ensemble avec nos amis les "republikaner", convaincus que les Allemands doivent statuer eux-mêmes sur leur sort*» (5). Quand on pense qu'aussi bien les partis socialistes que les écolos et les dirigeants syndicaux ont donné leur soutien inconditionnel aux «révolutions de velours pour la liberté et la démocratie»! En réalité, l'Europe de l'Est a été le théâtre d'une contre-révolution de velours pour l'hégémonie allemande en Europe.

(1) G. Déborine: La deuxième guerre mondiale, Moscou, p. 351-353. (2) Bézymenski: Les généraux allemands avec Hitler et sans lui, Moscou, p. 429. (3) Colby William: 30 ans de CIA, Ed. Livre de poche, 1978, pp. 107-113. (4) Van der Pijl Kees: Een Amerikaans plan voor Europa, Ed. SUA, Amsterdam, 1978, p. 67, 75-77, 99-100, 105-107. (5) Vlaams Blok, n° 1-1990, p. 12.

Domination au nom de «l'autodétermination des petits peuples»(?)

L'Allemagne ne peut concurrencer les Etats-Unis et le Japon qu'en accélérant l'unification de la Communauté Européenne. Après avoir digéré l'Allemagne de l'Est, Berlin devient à nouveau le centre de pouvoir indiscutable en Europe. Les bourgeoisies française, belge et italienne devront se plier pacifiquement aux plans et aux caprices de leur puissant frère allemand.

«L'indépendance» des Croates a été un de ces premiers caprices. La Communauté Européenne est une première percée pour Bonn vers une hégémonie européenne plus large. La tactique politique utilisée est la propagation du «droit des petits peuples à l'autodétermination». Dans toute la Yougoslavie, l'Allemagne de l'Ouest est depuis de nombreuses années la force économique dominante. Mais aussi longtemps que la Yougoslavie gardait son unité, le danger persistait que la bourgeoisie yougoslave décide de suivre son propre chemin. Pour éliminer cette éventualité, les stratèges allemands ont décidé de briser les structures étatiques existantes en Yougoslavie. Les nouveaux royaumes croates et slovènes entretenaient depuis longtemps des liens étroits avec le capital allemand et autrichien. Sans l'assurance du soutien allemand, ils ne seraient jamais lancés dans l'aventure de «la lutte pour l'indépendance». Dans l'hystérie nationaliste qui fut créée, aussi bien les forces «démocratiques» pro-allemandes que les forces fascistes pro-allemandes gagnèrent en influence. La bourgeoisie serbe fut également, via le nationalisme, poussée vers la droite. Son économie a été sérieusement endommagée par la guerre civile. L'Allemagne espère bien que la bourgeoisie serbe va finalement capituler et entrer dans le cadre d'une Europe allemande.

En 1990, Gorbatchev avait déjà officiellement mis la restauration du capitalisme à son programme de gouvernement politique. Mais aussi

longtemps que l'URSS restait unifiée, elle pouvait devenir un concurrent redoutable pour l'hégémonie en Europe. C'est pour cette raison que l'Allemagne a repris le slogan d'anti-bloc bolchévique, qui réunit la plupart des fascistes de l'Europe de l'Est et de l'Union Soviétique: «Liberté pour les nations! Liberté pour les individus!» (1). L'éclatement de l'Etat soviétique amène toutes les républiques «indépendantes» sous la bannière occidentale dans la sphère d'influence de l'Allemagne. Avoir accès à la Pologne, l'Ukraine, la Russie blanche, la Lettonie, l'Estonie et la Lituanie, le vieux rêve des militaristes allemands, peut enfin se réaliser. La bourgeoisie «indépendante» de chacune de ces républiques est déjà très faible et inexpérimentée; elle voit une économie qui s'écroule suite au chaos total de l'ancienne URSS et elle ne peut édifier une base politique qu'en excitant le nationalisme et le chauvinisme qui peuvent très vite dégénérer en guerre civile. Ces bourgeoisies soi-disant «indépendantes» tombent inévitablement dans une dépendance économique, militaire et politique envers l'Allemagne ou envers la puissance américaine concurrente.

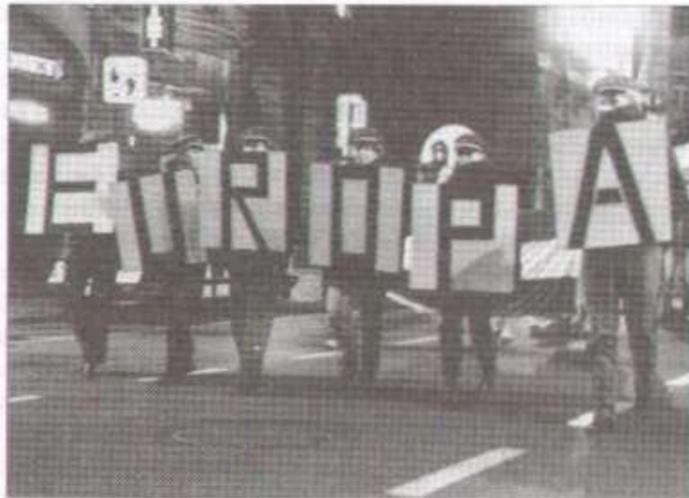
Le Vlaams Blok soutient cette expansion allemande vers l'Est: «L'Europe de l'Ouest peut pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale revendiquer certains pays qui ont toujours appartenu à la nation-mère», dit Dewinter (2). Et le journal du Vlaams Blok rejoint les néo-nazis allemands dans leur exultation provoquée par «l'éclatement des prisons populaires soviétiques ou yougoslaves». (3)

Armée européenne, armée allemande

L'Allemagne est déjà le plus grand mécène et fournisseur de toutes ces républiques «indépendantes». Mais tôt ou tard, cette supériorité économique doit être protégée à l'aide de quelques arguments militaires frappants. La mise sur pied d'une armée «européenne» est une priorité pour l'Allemagne. La collaboration de la bourgeoisie française est tout à fait nécessaire dans la situation actuelle. Mitterrand a aidé Kohl à réunir une première armée franco-allemande. Avec le soutien français, la Constitution allemande va être modifiée afin de permettre aux troupes de manœuvrer hors de la zone de l'OTAN. L'Allemagne ne peut se procurer des armes atomiques que par le détour d'une armée «européenne».

Rêver de l'axe Berlin-Bagdad...

L'appétit de l'Allemagne ne se limite pas à l'Europe de l'Est et à l'ex-URSS. Une prochaine route traditionnelle de l'expansion allemande mène au Moyen-Orient. Pendant la guerre d'agression contre l'Irak, on a pu constater qu'une flopée de groupes d'extrême droite et de personnalités se sont exprimées «pour la paix». Ils voulaient éviter que les Etats-Unis, grâce à cette guerre, renforcent leur domination économique et militaire sur le Moyen-Orient et ses champs de pétrole. Mais d'autres fractions des fascistes saluaient l'agression contre l'Irak car ils voyaient là un moyen de briser les mouvements d'indépendance. Mais ils voulaient bien sûr aussi que la super-puissance européenne tire finalement profit de cet affaiblissement de la résistance anti-impérialiste. Dillen a écrit ceci: «*Maintenant, nous ne pouvons plus qu'espérer que la défaite de Saddam Hussein sera prochaine et totale. Ce dans l'intérêt de l'Europe et des peuples*



Les étudiants fascistes du NSV, manifestant ici à Louvain en Février 1992, affichaient des slogans pour l'unité européenne, "l'unité des peuples". En fait, ils soutiennent la domination de l'Allemagne sur l'Europe.

européens. En fin de compte, il nous faut à nouveau déplorer que nous ne sommes encore nulle part pour une véritable union européenne. Nous vivons encore toujours sous l'ombre de l'Amérique, sous la menace de l'Union Soviétique et sous la menace du monde islamique.» (4)

Dans un journal lié au Vlaams Blok, a été publié un article intéressant de Robert Steuckers. Il y décrit un siècle d'efforts allemands pour réaliser l'axe Berlin-Bagdad. En 1895, écrit Steuckers, des ingénieurs allemands travaillaient à la ligne de chemin de fer Berlin-Bagdad. Ils projetaient aussi de construire un canal entre le Main et le Danube afin de relier Rotterdam et le Rhin à la Mer Noire. Avec l'éclatement de l'URSS, nous dit le «wallon» Steuckers dans le journal «flamand», la chance de réaliser la diagonale Berlin-Bagdad sur Constantinople se présente à nouveau. «La Turquie - avec l'Iran, comme pôle arabe - deviendrait ainsi le gendarme du Proche-Orient, avec le soutien de l'Europe. Cette unité eurasiennne dégraderait les US au niveau d'une puissance de second rang. (...) Les alliés sont pour nous les Turcs qui veulent rétablir avec l'Europe l'axe Berlin-Constantinople. Après la chute de Saddam Hussein et une éventuelle guerre civile, nous devons à tout prix éviter une balkanisation de la région irakienne. Celui qui contrôle la Mésopotamie, contrôle à moyen terme aussi l'Océan Indien. (...) Si l'Europe avait soutenu l'Irak, elle aurait maintenant une ouverture sur l'Océan Indien» (5).

Pour rendre dociles et à leur merci des gens naïfs, le Vlaams Blok appelle à des agressions racistes contre les Turcs et les Arabes et il tire la sonnette d'alarme contre «la menace» qui émane des Etats islamistes. Mais en même temps, le Vlaams Blok, rejoint par le Front National, mène une politique de manoeuvres diplomatiques pour gagner à sa cause la grande bourgeoisie turque et arabe: une alliance avec l'Europe. Le Vlaams Blok propage massivement son idéologie d'une Europe allemande, idéologie qui comprend deux orientations: expansion vers les territoires «islamistes» du Moyen-Orient et des bassins de la Mer Noire et confrontation avec l'impérialisme américain. C'est ainsi que l'on peut lire: «Un simple coup d'oeil sur la carte nous apprend que nous ne pouvons continuer d'ignorer la réalité géopolitique de l'Islam à cause des intérêts pétroliers des USA» (6).

L'unité et l'indépendance de la Belgique

Dans la situation actuelle, tout soutien à l'une ou l'autre «Europe des régions», comme en parlait Jaap Kruithof, est inadmissible. Il est vrai que l'«Europe est l'expression du développement progressiste des forces de production qui ont rendu possible la production de masse et l'internationalisation»; mais sous le capitalisme, ce développement va de pair avec l'expansion à l'étranger et la domination, avec la militarisation et les aventures militaires, avec une exploitation plus accentuée, et avec une répression plus centralisée et plus sophistiquée. Et cette Europe devient inévitablement esclave d'une hégémonie de plus en plus évidente de la force la plus puissante et la plus expansionniste: l'Allemagne. Dans tous les partis de Belgique on retrouve le lobby pro-allemand, mais le Vlaams Blok, lui, soutient inconditionnellement le capital allemand. Cela s'exprime entre autre dans leur plaidoyer pour l'unité monétaire européenne et une Banque Centrale Indépendante européenne: en d'autres termes, la Banque Centrale d'Allemagne dictera sa loi à toute l'Europe.

Refusant toute forme d'unité politique européenne, on doit, par tous les moyens, s'atteler à la collaboration de toutes les forces anticapitalistes et des mouvements syndicaux et antiracistes.

Quand une crise économique profonde touchera le monde capitaliste, il est probable que la Communauté européenne n'y survivra pas et se démantèlera. La lutte sociale, l'effondrement des pays les plus faibles, la rivalité entre l'Allemagne, la France et le bloc anglo-américain y contribueront sans doute.

Pour instaurer les meilleures conditions de lutte pour le socialisme, il faut défendre l'unité de la Belgique et protéger son indépendance contre l'hégémonie américaine et allemande. Il est difficile de prévoir dans quelles conditions internationales le capitalisme peut être vaincu chez nous, mais il est probable qu'une révolution socialiste sera menée dans le cadre de la Belgique. Mais d'un point de vue internationaliste, cette nouvelle Belgique devrait former une Fédération socialiste avec tous les autres pays d'Europe qui se seraient débarrassés du capitalisme.

(1) ABN correspondance, éditeur en chef: Slava Stetsko, Zeppelingsstr.67 - 8000 München 80 Germany; (2) Vlaams Blok, n°1-1990, p.12; (3) Vlaams Blok, n°6-1991, p.9; (4) Karel Dillen, Vlaams Blok, n°2-1991 p.3; (5) Dietsland-Europa, n°10-1991, p.3-6; (6) Dietsland-Europa, n°6-7-1991, p.28
Ludo Martens

(1) HUMO, 2 janvier 1992, p.15. (2) Dietsland-Europa, n°6-7, 1991, p. 19. (3) Vlaams Blok, n°6, juin 1990. (4) Ibidem. (5) Eric de Lobel, Dietsland-Europa, n°1, janvier 1992, p. 14. (6) Gazet van Antwerpen, 11 mars 1991: Annemans: weg uit gevangenis met grendels en alarmbellen. (7) Het Vlaams Blok, n°6, juin 1990, p. 6. (8) Dillen, Vlaams Blok, n°3, 1991, p. 3.

Vlaams Blok, Duits Blok

Le cri de guerre de Dillen: Allemagne, réveille-toi!

Le Vlaams Blok rugit: «Eigen volk eerst», «Notre peuple d'abord». Mais si on y prête attention, ce slogan sonne comme «Duits volk eerst» («Le peuple allemand d'abord»).

Le Vlaams Blok, qui prône sans relâche l'«alliance populaire» poursuit la tradition de trahison populaire inaugurée en 1914, sous l'occupation allemande. Au nom du nationalisme flamand, le Vlaams Blok voudrait que les exploités se sentent «alliés» à leurs exploités et à leurs oppresseurs. Mais ce n'est pas tant à leur propre bourgeoisie flamande que le Vlaams Blok soumet les travailleurs flamands, mais bien à la bourgeoisie la plus forte, la plus à droite: c'était jusqu'il y a peu la bourgeoisie américaine, maintenant, c'est la bourgeoisie allemande.

1914-1918: une guerre injuste

C'est donc en 1914 qu'a débuté la trahison. Pendant cette guerre, les deux camps — celui de l'Angleterre, de la France et de la Russie, d'une part, et celui qui réunissait l'Allemagne, l'empire austro-hongrois et l'empire turc, d'autre part — se battaient pour la domination des colonies d'Afrique et d'Asie. De part et d'autre, cette guerre était injuste: elle favorisait les intérêts des exploités. La bourgeoisie de la «petite» Belgique se battait aux côtés de l'Angleterre et de la France pour conserver le Congo, son immense colonie, et l'étendre au Rwanda et au Burundi, qui, avant la guerre, étaient aux mains des Allemands. Pendant la première guerre mondiale, tous les opprimés auraient dû tenter de renverser leurs grandes bourgeoisies respectives par la révolution socialiste, ce qui aurait, du même coup, donné la liberté aux colonies de chacun de ces pays.

La bourgeoisie belge entre trois grandes puissances

Jusqu'au début de ce siècle, la Belgique était essentiellement dirigée par une bourgeoisie francophone. Une bourgeoisie flamande s'est ensuite développée et a tenté de mobiliser les masses flamandes pour consolider sa position.

Les différentes fractions de la bourgeoisie belge, francophone et néerlandophone, n'ont jamais mené de véritable politique d'indépendance; elles ont toujours recherché la protection de l'une ou l'autre grande

puissance voisine, l'Angleterre, la France ou l'Allemagne. Une politique d'indépendance véritable n'aurait été possible qu'en prenant appui sur la population ouvrière. Mais celle-ci, soumise à des conditions de travail particulièrement inhumaines et laissée dans l'ignorance et l'obscurantisme, n'était nullement en mesure de constituer l'élément actif d'une politique d'indépendance et de liberté. Seule la lutte pour la libération socialiste de la classe ouvrière pouvait entraîner l'émergence d'une Belgique réellement indépendante.

Van Cauwelaert et la bourgeoisie flamande pro-britannique

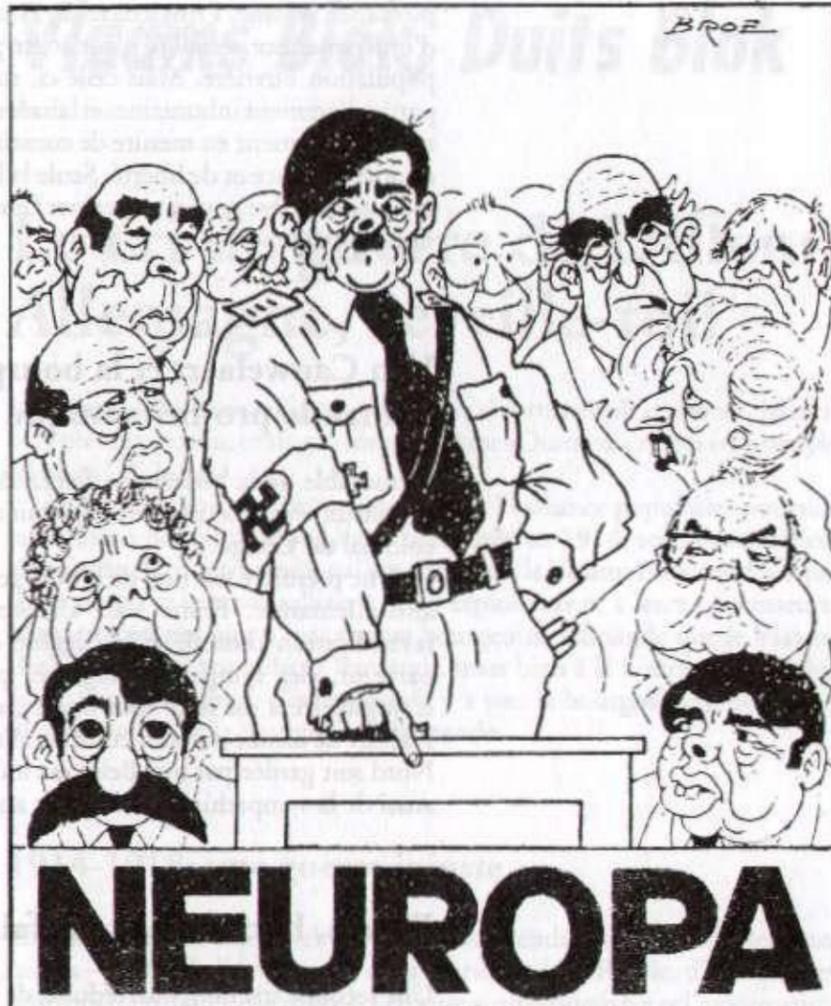
L'ensemble de la bourgeoisie flamande était farouchement opposée aux socialistes révolutionnaires et elle était aussi un fervent défenseur du pillage colonial du Congo.

Une première fraction de la bourgeoisie flamande était pro-anglaise et anti-allemande. Frans Van Cauwelaert était son porte-parole. Sa revendication centrale était l'égalité de la langue néerlandaise. Pour y parvenir, «les sympathies anglaises peuvent être d'un grand secours». L'Angleterre a du reste tout intérêt, selon Van Cauwelaert, à ce que la Flandre ne tombe pas sous contrôle allemand. Il vaut mieux que la Mer du Nord soit gardée par une Belgique indépendante qui, d'ailleurs, éprouve aussi de la sympathie pour le génie anglo-saxon. (1)

Borms, l'homme à tout faire de l'occupant

Une seconde fraction, plus réduite, de la bourgeoisie flamande a collaboré avec l'occupant. Elle est représentée par les «militants» qui, dans la Belgique occupée, ont fondé un «Conseil Flamand». A l'invitation de Ludendorff, August Borms, le «mandataire pour la Défense nationale» du Conseil de Flandre, visite du 14 au 16 août 1918 le front allemand à Ypres. Dans le compte-rendu qu'il en fait devant le Conseil de Flandres, il déclare: «Il n'y a pas d'autre solution possible que de nous appuyer sur le puissant bras de l'Allemagne. Et si nous ne conservons pas ce point d'appui, si nous cessons de croire en la foi allemande, en l'honnêteté de la politique de l'empire allemand, alors tout ce que nous faisons est tout simplement bâti sur le sable et sera balayé.»(2)

Le groupe Jong Vlaanderen, qui détient la majorité au sein du Conseil Flamand, élabore, en août 1915 déjà, un programme d'avenir, dans lequel on peut lire: «Dans l'espoir que les Allemands victorieux forceront bientôt les puissances alliées contre l'Allemagne à accepter la paix, la Flandre exprime le vœu: 1° Que la Belgique se désagrège et disparaisse, et qu'aussitôt se réalise une séparation complète entre Flamands et Wallons; 2° Que soit constitué un Royaume de Flandre économiquement et militairement uni à l'Allemagne; (...) 3° Qu'à l'excédent de la population des pays flamands, il soit concédé, dans le Hainaut et dans le nord de la France, un territoire placé sous dictature militaire. Ce territoire de colonisation flamande formera un rempart contre la France, un poste avancé du germanisme.»(3)



Comme l'indique ce cartooniste du journal révolutionnaire brésilien "Classe Operaria" (Classe ouvrière) PCdoB, le Parti communiste du Brésil, la carte de la "nouvelle" Europe a déjà été dessinée antérieurement par un certain... Adolphe Hitler.

Les traîtres du Vlaams Blok

Ce sont les travailleurs belges — aussi bien flamands que wallons et bruxellois — qui ont le plus souffert de l'occupation et de la terreur allemande. Pour parvenir au pouvoir, la fraction d'extrême droite de la bourgeoisie flamande a dû s'appuyer entièrement sur la force d'occupation allemande. Ces «nationalistes flamands» étaient donc en première instance des traîtres aux intérêts des travailleurs flamands ainsi que des traîtres à leur patrie, la Belgique. Leur premier mot d'ordre était: la fin de la Belgique, le séparatisme et l'indépendance de la Flandre. Tel était le programme de la bourgeoisie flamande pro-allemande. On peut s'étonner que, près de 80 ans plus tard, le Vlaams Blok avance exactement les mêmes mots d'ordre. Mais ce n'est pas un hasard. Le Vlaams Blok est très conscient d'être l'héritier des traîtres au peuple et des agents de l'impérialisme de la première guerre mondiale. Borms a été condamné à mort pour trahison après la guerre. Aujourd'hui, en 1992, il est le grand exemple du Vlaams Blok qui écrit: «Borms: un exemple. Il a marqué de son sceau le Mouvement Flamand jusque 45 ans après sa mort. La conclusion finale reste la revendication de Borms: se séparer de la Belgique.»(4)

Le «Vlaams Nationaal Verbond»: pro-nazi, pro-amnistie

En 1933, les nationalistes flamands qui avaient collaboré avec l'occupant se regroupent au sein du Vlaams Nationaal Verbond, notamment sous l'impulsion de la prise de pouvoir par les nazis en Allemagne. Une des revendications du VNV est... l'amnistie pour les traîtres qui, pendant l'occupation, ont collaboré avec l'armée allemande et qui sont toujours en prison.

Le 20 mai 1937, le député VNV Leuridan, qui, soldat en 1914-1918, avait lui-même participé à l'agitation pro-allemande, déclare: «J'approuve l'attitude de M. Borms pendant la guerre. J'agisais comme lui, je tâcherais même de faire mieux encore. Nous voulons que soient également amnistiés De Schaepdrijver, Charpentier, Van Sante, Haesaert.»(5)

Le 18 avril 1938, Staf De Clercq, le Führer du VNV, déclare lors d'une cérémonie en l'honneur de Borms, à l'occasion de son soixantième anniversaire: «J'avais moi-même déjà perdu ma foi en la Belgique au front, en 1914-1918 et maintenant le VNV est certain, comme August Borms, qu'on finira par triompher de la Belgique.»(6)

Les précurseurs du Vlaams Blok: les criminels nazis

Dès le 10 mai 1940, le Vlaams Nationaal Verbond, un des précurseurs directs du Vlaams Blok, se profile comme un ardent défenseur du national-socialisme allemand et de Hitler. Voici ce que dit Staf De Clercq: «Les Flamands sont des Germains, non des Latins. La grande lutte des nationalistes flamands fut livrée contre la dénationalisation. La dénationalisation est le pas le plus important vers l'annexion. Voilà pourquoi a retenti entre les deux guerres le cri de guerre des nationalistes flamands: Pas de liens avec la Wallonie! Pas de liens avec la France!

Le VNV se porte garant de l'Ordre Nouveau en Flandre.

Nous n'avions jamais aimé la Belgique parce que nous ne la sentons pas dans notre sang, et nous ne l'aimerons jamais.

La Flandre marche vers son indépendance. Comme le disait le prêtre Verschaeve, il y a quelques jours: "Ayons confiance". Nous y ajoutons: "Nous sommes convaincus que la jeune et puissante Allemagne, que le Führer ne décevront pas cette confiance.»(7)

«Peu après le 10 mai (1940), en ma qualité de chef du VNV, j'ai exprimé ma pleine confiance en Adolphe Hitler en tant que Führer de tous les Germains. En même temps, je promettais notre collaboration à 100%. Seule une victoire allemande réalisera l'unité national-socialiste de notre peuple. Cette unité est celle du sang. La lutte contre le bolchevisme s'identifie avec la lutte pour votre pays.»(8)

Le journal du VNV, "Volk en Staat", publie une allocution de Staf De Clercq, début janvier 1942: «L'opinion du VNV peut être résumée en deux points: L'Allemagne doit gagner la guerre. (Acclamations sans fin.) Nous avons le devoir de faire tout ce qui est possible pour favoriser la victoire allemande. (Nouvelles acclamations.)

Ici Staf De Clercq rend hommage au Führer Adolphe Hitler. Il le représente comme un instrument entre les mains de Dieu, destiné à épargner à l'Europe la peste du bolchevisme, à sortir du chaos du passé et à jeter les bases d'une

nouvelle Europe.»(9)

Dans ces textes du dirigeant du VNV, on distingue clairement les deux grands principes. Tout d'abord le «nationalisme flamand», avec son aversion, motivée par le racisme, pour tout lien avec la Wallonie et pour la France et son intention de faire éclater la Belgique. Ensuite, sa haine du bolchevisme et de tout mouvement ouvrier ou travailleur radical. La politique concrète qui en découle en 1940 est la suivante: soutien à Hitler et à l'ordre nazi, collaboration à 100% avec le fascisme allemand et soutien politique, économique et militaire afin d'assurer la victoire de l'Allemagne. Le VNV n'était pas seulement une organisation de traîtres au peuple et au pays, mais aussi de criminels qui ont soutenu à fond les crimes contre l'humanité.

Vlaams Blok : fidèle à la collaboration

Hendrik Elias, qui, après la mort de De Clercq en 1942, prend la tête du VNV, adopte la même ligne. Il accentue quelque peu son profil «flamand» mais continue à inciter les jeunes gens flamands à aller se battre dans les rangs de l'armée allemande au front de l'Est. Dans un discours prononcé en janvier 1943, Elias dit: «*Camarades! Vous partez au front. Vous donnez le meilleur de votre vie, votre sang, au Führer. Il est réjouissant que, Néerlandais du Sud, vous marchiez de nouveau sous votre propre étendard, l'étendard du lion, aux côtés des autres peuples d'Europe. Brigadeführer-SS Jungclaus, à partir d'aujourd'hui ces jeunes gens vous sont confiés. Vous en ferez des dignes camarades des soldats allemands. Vous les élèverez dans l'esprit de la Wehrmacht allemande, qui a écrit l'épopée de Stalingrad.*»(10)

Le Vlaams Blok n'hésite pas à exprimer sa «fidélité» aux grands nazis flamands des années de guerre. Ainsi, en 1992, il proclame que son membre le plus cher est nul autre que Jef François, un des plus proches collaborateurs de Staf De Clercq et d'Elias. Nous lisons dans le journal du Vlaams Blok: «*Notre membre fidèle, Jef François, fête ses 90 ans. Jef n'est pas un simple membre. Pour les générations qui n'ont pas connu l'époque de Dinaso, il reste LE commandant du groupe de militants incontestablement le meilleur que la Flandre ait jamais connu.*»(11)

André Van Hecke, un cadre important du Vlaams Blok et ancien SS, écrit: «*L'Allemagne était et reste un morceau de notre coeur. Nous souhaitons pour tous: Deutschland erwache!*» (Allemagne, réveille-toi!) (12)

(1) Vrij België, 23 août 1918, in: Frans Van Cauwelaert, éd. Heideland, Hasselt, 1963, p.69; 76; (2) Wullus-Rudiger: En marge de la politique belge 1914-1956, éd. Berger-Levrault, Bruxelles, 1957, p. 89; (3) Programme d'avenir, Jong-Vlaanderen, août 1915; in: Wullus-Rudiger: En marge de la politique belge 1914-1956, éd. Berger-Levrault, Bruxelles, 1957, p. 356; (4) Vlaams Blok, n°5-1991, p.10; (5) Annales parlementaires, 20 mai 1937, p.1495; (6) Wullus-Rudiger: En marge de la politique belge 1914-1956, éd. Berger-Levrault, Bruxelles, 1957, p.267; (7) Volk en Staat, 13 novembre 1940; cité dans: Wullus-Rudiger: La Belgique et la Crise Européenne 1914-1945, Tome II, p.243-245; (8) Volk en Staat, 7 août 1941; in: Wullus-Rudiger, op.cit. p.295; (9) Volk en Staat, 20 janvier 1942; in: Wullus-Rudiger, op.cit.p. 291-292; (10) Volk en Staat, 20 avril 1943; (11) Vlaams Blok, n°6-1991, p.11; (12) André Van Hecke, Periodiek Contact, mars 1992, p.36-37.

La montée du Vlaams Blok

Comment l'anticommunisme nourrit le fascisme

Récemment, une enquête universitaire révélait que la diffusion excessive, à la télé, de feuilletons policiers ou violents américains, faisait glisser les téléspectateurs vers l'extrême droite. Pendant deux ans, de 1989 à 1990, on nous a servi notre dose quotidienne d'un autre feuilleton, tout aussi interminable, celui des images des «masses opprimées» dans les pays socialistes. Ces masses luttèrent héroïquement contre «la pauvreté, la misère et la faim» causées par le socialisme, combattaient courageusement pour la «liberté et la démocratie» que seul le capitalisme pouvait garantir. Combien sont les lecteurs qui ont réussi à se soustraire à cette influence quotidienne? L'anticommunisme rabique, haineux, aveugle que, pendant deux ans, tous les médias ont déversé sur nous, est la raison idéologique principale du progrès des organisations fascistes en Europe.

Dans les années 1988-1990, la situation dans tous les pays socialistes était suffisamment mûre, aux yeux du capitalisme mondial, pour tenter de les reconquérir. Tous les partis bourgeois, des sociaux-démocrates aux écologistes, ont été submergés d'une vague d'anticommunisme sauvage. Des positions qui, jusqu'alors, n'apparaissaient que dans les publications d'extrême droite ont été servies comme des évidences dans la presse «libre», «pluraliste». C'est à la campagne anticommuniste hystérique des années 1988-1990 qu'on doit le renouveau de l'idéologie fasciste.

Pour la liberté, la démocratie et le fascisme?

De nombreux progressistes se sont activement engagés dans cette campagne et ont ainsi laissé le champ libre au réveil fasciste. Certains éprouveront sans doute des difficultés à voir ce lien. Cependant, toute l'histoire montre que l'anticommunisme sauvage a été le principal atout idéologique entre les mains du fascisme mondial. La démagogie nationaliste et raciste divise souvent les fascistes. L'anticommunisme, par contre, constitue leur ciment le plus inusable.

Ce n'est pas un hasard si Dillen posait avec prétention la question suivante aux cadres du SP et d'Agalev qui tentaient d'égaliser sa hargne anticommuniste: «*Qui se souvient encore que seul notre parti, depuis sa fondation, a oeuvré à l'unification de l'Europe, à la lutte contre le communisme*» (1)?



Durant la contre-révolution roumaine, qui mena à l'exécution brutale de Ceausescu (photo), le Parlement belge fut unanime dans l'anticommunisme fanatique. Annemans (Vlaams Blok) s'est alors réjoui que le point de vue de son parti ait été souscrit unanimement.

Cette vérité, certains progressistes n'auront pas le courage de la reconnaître, mais les fascistes sont suffisamment malins pour la leur jeter à la figure. Pendant la contre-révolution roumaine, on est parvenu à l'unanimité au Parlement européen sur une position violemment anticommuniste. Annemans a lancé aux progressistes siégeant au Parlement: «Je dois constater que la phrase: "La Chambre rappelle que cette révolte populaire avait pour objectif de mettre fin à un vrai régime totalitaire, dominé par le Parti communiste, dans lequel les droits de l'homme étaient continuellement enfreints, les minorités opprimées et, dans lequel, il n'était pas question de liberté ni de démocratie" a, dans le passé, été souscrite par la droite et par elle seule» (2). Les fascistes ont pu se réjouir, à juste titre, de voir leurs positions appuyées unanimement par les 133 membres présents, parmi lesquels Bossuyt, Burgeon, Colla, De Vlieghe, Dhoore, Geysels, Nelly Maes, Moureaux, Smeets, Van Dienderen, Vanvelthoven, Vogels et Winkel.

On a applaudi lors de la chute du mur de Berlin, mais la République démocratique allemande était à peine annexée que Hitler sortait de sa tombe. On a applaudi, au nom de la démocratie, au meurtre barbare de Ceausescu et de sa femme, mais un an plus tard, le Parlement roumain réhabilitait le général Antonescu, chef nazi, responsable de la mort de 210.000 juifs roumains. «Roumanie, le Père Noël était belge», titrait le journal L'Instant (3), qui indiquait que la Belgique avait fait parvenir trois milliards de francs aux Roumains affamés. C'était au temps où le socialisme roumain, malade, devait encore être renversé. Grâce à la «liberté et à la démocratie», le niveau de vie des travailleurs, des malades et des pensionnés roumains a, depuis lors, baissé de 30 à 40%! Et pourtant, nous ne bénéficions plus de cette marée d'images à l'écran nous incitant cette fois à nous opposer à la nouvelle mafia capitaliste qui règne aujourd'hui sur la Roumanie.

Quels liens entre le fascisme et l'anticommunisme?

Le fascisme est le mouvement politique de la fraction la plus réactionnaire

du grand capital, qui a pour but, dans une situation de crise générale, d'établir la suprématie du capital par une terreur ouverte.

Depuis le début de ce siècle, seul le mouvement communiste a représenté une menace réelle pour le pouvoir du capital. Tous les autres courants politiques acceptent la dictature de la grande bourgeoisie comme le fondement inébranlable de la société «démocratique». Mais de tous les courants politiques bourgeois qui combattent le communisme, le fascisme est la forme d'anticommunisme la plus rabique et la plus violente.

L'anticommunisme est aussi le pont le plus utilisé pour passer d'un parti bourgeois au fascisme. L'anticommunisme qui, pour des raisons tactiques, se présente parfois sous la forme de l'antistalinisme, est le courant qui s'oppose d'une manière virulente à l'idée que la domination de la grande bourgeoisie sur notre société n'est pas éternelle. Un historien américain réactionnaire écrivait à propos de «la fin de l'histoire»: en dehors du système impérialiste actuel, toute vie est impensable. Vouloir éliminer cet «aboutissement de l'histoire» est déjà en soi une idée criminelle. L'anticommunisme est dès lors le courant d'idées qui prend position, résolument, contre toute forme de lutte révolutionnaire et socialiste contre le capitalisme mondial.

Contre la révolution française de 1789

Il est utile de noter que l'anticommunisme d'aujourd'hui est profondément enraciné historiquement dans deux siècles de propagande et d'action contre-révolutionnaires. En 1789, la révolution française a ébranlé le pouvoir de la classe féodale. Les révoltes populaires de 1792-1794 ont porté d'énormes coups à l'ancienne noblesse et ont brisé sa domination. C'est dans cette révolution que, pour la première fois, les ouvriers et les artisans se sont présentés comme une force révolutionnaire indépendante et radicale. A un certain moment, ceux-ci ont même constitué un danger pour la jeune bourgeoisie, qui dirigeait la révolution. Ce sont surtout les défenseurs de l'ordre établi de l'époque, les idéologues de la royauté, de la noblesse et de l'Eglise, qui ont fustigé avec le plus de virulence la lutte populaire révolutionnaire.

L'abbé Pioger a publié un petit ouvrage, en 1861, sous le titre «La Terreur». Il y parle du «régime sanguinaire de l'anarchie appelé à juste titre le Régime de la Terreur». «Le règne de la terreur, ce régime meurtrier, dont les honnêtes gens gardent un souvenir horrifié, a fait couler le sang d'un million de victimes» (4).

Les mensonges lancés pendant ce siècle contre les bolcheviques et contre Staline ne sont donc nullement nouveaux.

Les «Jacqueries» de 1789 aux côtés de la réaction européenne

Alors qu'en France, les anciennes structures féodales et les intérêts des féodaux étaient brisés, que la voie était ouverte à un développement rapide de la production capitaliste moderne, la Belgique restait sous la domination féodale de l'empire autrichien et du clergé réactionnaire qui maintenait la paysannerie sous son emprise. En 1793, l'Autriche, l'Angleterre et la

Hollande ont mobilisé cent mille soldats pour donner le coup de grâce à la révolution française sur le champ de bataille près de Fleurus en Belgique. Ils étaient certains de la victoire, croyant que l'armée française était totalement désorganisée après l'expulsion des officiers expérimentés appartenant à la noblesse. L'armée révolutionnaire de France était dorénavant dirigée par de jeunes généraux issus du peuple. Henri Pirenne écrivit sur la révolution française: «Les mesures impressionnantes dont la révolution attendait son salut, notamment la terreur, le service obligatoire général, la loi sur les personnes suspectes, n'étaient apparemment que les convulsions d'une aberration sauvage des crimes sanguinaires d'une bande de meurtriers déments» (5). Or, l'armée révolutionnaire française remporta la victoire contre la coalition, la Belgique fut annexée à la France et les principes de la Révolution française sont appliqués. Des taxes spéciales frappèrent «la noblesse, les curés, les institutions religieuses, les grands propriétaires fonciers et les capitalistes» (6). Le clergé flamand devint la force principale dans la résistance à ces mesures révolutionnaires. Sous son impulsion, les Jacqueries éclatèrent en 1798. Il s'agit d'un soulèvement contre-révolutionnaire lié à la cour impériale autrichienne. Les jeunes fils de paysans furent entraînés par des anciens combattants autrichiens et des nobles ruraux. Ils se baptisèrent l'«armée catholique» et leur cri de guerre était «Vive l'Empereur!» (7).

Les idées contre-révolutionnaires de 1789-1798 ont été reprises lors de la récente campagne anticommuniste. En France, le deux-centième anniversaire de la révolution française a donné lieu à une remise à l'honneur de la monarchie renversée. Le «terrorisme» de Robespierre a été comparé au «terrorisme» de Staline.

Chez nous, le Vlaams Blok consacre de nombreuses pages à la lutte contre les idées de la révolution française et la propagation de notre «jacquerie» cléricale et féodale.

Contre la Commune de Paris de 1871

C'est de la révolution antiféodale de 1789-1794 qu'est issue notre société capitaliste moderne, au développement technique et matériel sans pareil. Mais dès que les travailleurs eurent compris que «liberté et égalité» signifiait la totale liberté pour les patrons de les exploiter, une nouvelle lutte de classe, une nouvelle révolution vit le jour. Une révolution pour une société socialiste, dans laquelle l'égalité serait basée sur la propriété collective des moyens de production. Dès la première grande révolution ouvrière, la Commune de Paris, on utilisa toutes les injures, tous les mensonges, toutes les explosions de haine que nous avons entendus, nous aussi, pendant la campagne anticommuniste et antistalinienne.

Quelques mois après la répression sanglante de la Commune de Paris, en 1871, Georges Morin écrit son histoire. Bourgeois aisé, il témoigne son soutien à la «Grande Révolution de 1793» et à Robespierre, l'homme de la «terreur» qui a vaincu la noblesse (8). Comment considère-t-il la Commune de Paris, où, pour la première fois dans l'histoire, les ouvriers ont instauré leur pouvoir, pendant deux mois? Selon lui, la Commune a été dirigée par «l'Internationale, cette secte de sombres conspirateurs». «Ils contrôlaient Paris avec leurs milices de mercenaires». «Les Communards ont assassiné des civils inoffensifs, non armés qui protestaient contre leurs crimes au nom de la liberté bafouée. Ils ont procédé à d'innombrables arrestations arbitraires et fusillé des innocents. Ils ont confisqué, volé, assassiné». «Contre

l'Internationale, il faut mener un combat à mort» (9).

La campagne menée aujourd'hui contre le communisme est aussi vieille que la terreur de droite qui a permis de fusiller trente mille Communards en 1871.

Intervention militaire contre la jeune Union soviétique

La première guerre mondiale a opposé deux blocs de pays impérialistes qui partageaient la même soif insatiable d'expansion, de colonies, de nouveaux marchés. Dans les deux camps, la guerre avait pour objectif d'enrichir la grande bourgeoisie et de renforcer son pouvoir par la répression impitoyable de toute forme de protestation ouvrière.

Deux millions et demi de paysans et d'ouvriers ont été sacrifiés par le tsar en trois ans de guerre de pillage. Lorsque le tsar fut renversé en 1917, le ministre «socialiste» de la Guerre, Kerenski, a poursuivi cette tuerie criminelle. La révolution socialiste d'octobre a mis un terme à la guerre, a remis la terre aux paysans et les grandes entreprises à l'Etat socialiste. D'abord, les armées allemandes ont tenté de renverser la puissance bolchevique. Un an plus tard, les armées anglaise et française ont agressé l'Union soviétique et ont fait la guerre à l'armée rouge. Le parti «socialiste» russe, qui combattait aux côtés des armées d'intervention, s'est retourné avec acharnement contre «la dictature bolchevique» qui mettait les paysans en «esclavage», contre le régime de l'arbitraire et du terrorisme» de la «nouvelle aristocratie» (10).

Les coups de dents portés aujourd'hui par la presse bourgeoise date des premières années de la révolution communiste en Union soviétique.



La grève des mineurs de l'ex-URSS, en 1991, bénéficia d'une large publicité dans la presse: «aspirations populaire à la liberté et la démocratie», disait-on alors. Mais la misère provoquée depuis par le capitalisme sauvage se retrouve rarement dans les informations.

Premières cellules fascistes en 1918

En décembre 1918, éclata à Berlin la révolution socialiste allemande, qui devait devenir l'alliée, en Occident, de la jeune Union soviétique. Mais les insurgés furent mis en déroute. Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht furent assassinés. 30.000 travailleurs et soldats insurgés furent fusillés par les officiers nobles de l'ancienne armée impériale et par des milices d'extrême droite. Les troupes qui se rendirent coupables de cette répression furent par la suite les premiers cadres du parti nazi d'Hitler. Ajoutons encore que ces troupes étaient dirigées par... les hauts responsables du parti «socialiste», Noske, Ebert et Scheidemann. En effet, le profil de l'actuel parti «socialiste» allemand s'est formé lors de la répression sanglante du soulèvement ouvrier communiste. Et c'est aussi de cette terreur qu'est issu le parti nazi. Aussi bien les dirigeants du parti socialiste que ceux du parti nazi ont mené une lutte contre le parti communiste, pour la défense de l'ordre capitaliste. En 1929, le premier mai (!), le parti «socialiste» au pouvoir a encore ordonné l'exécution de 28 ouvriers à Berlin.

La majorité des patrons allemands étaient d'avis, eux aussi, que dans la crise terrible que traversait l'Allemagne, l'ordre capitaliste ne pouvait être défendu de manière durable que par la terreur ouverte. C'est pourquoi ils ont soutenu le parti nazi, ... qui a fini par liquider le parti «socialiste».

Ce qu'Hitler disait du marxisme et du communisme

Hitler était en premier lieu un antimarxiste rabique et un anticommuniste invétéré. Sur ce terrain, il trouve un accueil favorable, dans une très large mesure, parmi les politiciens sociaux-démocrates aussi bien que catholiques. L'anticommunisme est le principal véhicule idéologique qui, dans les années trente, a conduit au fascisme l'aile droite des partis libéral, catholique et social-démocrate.

Rappelons d'abord l'anticommunisme de Hitler: «Dans les années 1913 et 1914, j'ai pour la première fois exprimé la conviction», écrivit-il dans *Mein Kampf*, «que l'avenir de la nation allemande dépendait de la destruction du marxisme» (11). A propos du marxisme, il ajouta: «Les créateurs initiaux de cette maladie des peuples ont dû être de vrais démons; car c'est seulement dans l'esprit d'un monstre qu'a pu mûrir le plan d'une organisation dont l'objectif final devait conduire à la destruction de la culture humaine» (12). Cette sorte d'hystérie hitlérienne, produite il y a plus de soixante ans, était servie quotidiennement en 1989-1990. «Depuis des siècles», poursuivit Hitler, «la Russie, sous les tsars, était dirigée par «un noyau germanique» (13). Mais avec la révolution bolchevique, les juifs accédèrent au pouvoir. Le peuple russe subissait maintenant «le sort des esclaves, l'oppression continuelle». «En Russie, le juif a agi avec une fureur fanatique et il a tué environ trente millions de personnes, en partie à cause de tortures inhumaines, en partie à cause de la famine» (14). «Nous devons considérer le bolchevisme russe comme la tentative mise en oeuvre par le judaïsme pour parvenir à la domination du monde» (15). «Nous recommençons là où nous nous sommes arrêtés il y a six siècles. Nous mettons un terme à l'émigration germanique sans fin en direction de l'ouest ou du sud et nous tournons à nouveau notre regard vers le pays de l'Est» (16). La France est à présent, dit Hitler en 1926, notre principal rival pour

l'hégémonie sur le continent européen. C'est pourquoi il proposa «un nouvel accord anglo-germano-italien», qui devait permettre à l'Allemagne de réaliser sa «politique à l'égard de l'Est»: «pour trouver le sol nécessaire à notre peuple allemand» (17). «Quand, ici en Europe, nous parlons d'étendre notre territoire, il n'est pas possible de le faire autrement qu'en pensant à la Russie» (18).

Selon Hitler, le bolchevisme est une invention du diable, il est monstrueux, il entraîne l'oppression, la terreur, l'esclavage et anéantit toute culture humaine. Cette propagande faisait office de justification à la politique d'expansion allemande et d'annexion de territoires, ouvertement menée contre l'Union soviétique. En 1926, Hitler avança le mensonge fasciste des «30 millions de victimes du bolchevisme». Sous l'occupation, en 1941, les nazis placardèrent des affiches qui comptabilisaient les «23 millions de victimes du communisme». Aujourd'hui, les nazis du Vlaams Blok n'ont plus l'exclusivité quand ils parlent des 20 millions de victimes du stalinisme, tombées lors de la collectivisation en 1929-1932 et au cours des purges de 1937-1938: tous les autres partis bourgeois leur emboîtent le pas sur ce terrain.

La droite cléricale à propos du communisme

Dans beaucoup de cas, il était difficile de faire la différence, dans les années trente, entre l'agitation anticommuniste du parti catholique et celle des nazis. Un assistant de l'Université catholique de Louvain, John Mignot, publia en 1933, soit un an après la prise de pouvoir par Hitler, un livre intitulé «Le Léninisme»: «Lénine veut réaliser la socialisation par la répression illimitée de toute expression indépendante de la personne humaine» (19). «Le dictateur recourt aux mesures les plus tyranniques pour imposer sa volonté et la faire exécuter» (20). «Le bolchevisme s'appuie sur les services secrets et sur le GPU, sur l'armée, qui est bien habillée et bien nourrie. Il s'appuie sur les éléments qui n'ont rien à perdre. En fait, les fondements du bolchevisme sont peu solides. Il ne repose pas sur la nature humaine, ni sur la majorité de la population (les paysans!) et il n'apporte pas le bien-être. Tôt ou tard, le bolchevisme doit tomber» (21). Pour faire encore mieux comprendre à quel point le communisme est destructeur, le très catholique assistant de l'UCL écrivit: «On peut penser ce qu'on veut du fascisme, mais on ne peut nier ses bonnes intentions et sa volonté de faire du travail constructif. Le premier souci de la dictature russe (au contraire) était de tout détruire» (22).

La social-démocratie contre le communisme

La social-démocratie, elle aussi, manipula, dans les années trente, les mêmes thèmes de l'agitation anticommuniste. Karl Kautsky était le grand «penseur» de la social-démocratie européenne... qui soutenait avec conviction la colonisation en Afrique et qui réprima, avec toute la violence policière nécessaire, les soulèvements ouvriers de la grande crise du début des années trente. Kautsky écrivit en 1930 — les nazis constituaient alors déjà une véritable menace: «Les ouvriers, en Union soviétique, sont soumis à l'arbitraire illimité d'une secte, les communistes». «Les soviets (constituent) une aristocratie privilégiée» (23). «On peut qualifier les oeuvres des bolcheviques de contre-révolutionnaires. (...) Les terroristes (bolcheviques) de 1917 ont

capitulé devant l'ennemi du pays (l'Allemagne). La terreur s'est enracinée de plus en plus profondément dans les dix années de paix depuis 1920» (24). Et le «socialiste» Kautsky appelait les paysans d'Union soviétique à renverser le bolchevisme par la violence: «L'expérience des kolkhozes a suscité le mécontentement obstiné des paysans. (...) La possibilité existe d'un soulèvement paysan victorieux contre le régime bolchevique, comme la conséquence nécessaire du malheur qui découle du système soviétique lui-même et qui ne peut être résolu par aucune police ni aucune terreur» (25).

Le grand mérite d'Hitler...

Dans les années trente, quasiment tous les partis bourgeois d'Europe reconnaissaient à Hitler au moins un grand mérite: celui d'avoir su réprimer, en Allemagne, le danger bolchevique!

Un exemple entre mille. Victor Leemans était un des grands idéologues du parti catholique belge. Leemans était un partisan de Werner Sombart, un sympathisant du national-socialisme hitlérien. Il propageait les idées du sociologue allemand en Belgique. Sous l'occupation, Leemans a collaboré avec les nazis et après la guerre, ... il siégea au Sénat dans les rangs du CVP. Leemans écrivit en 1939: «Sombart reconnaît avec joie les mérites du national-socialisme en ce qui concerne la liquidation des partis, du marxisme et du bolchevisme» (26). C'est cet anticommunisme qui conduisit Victor Leemans à la collaboration avec les nazis.

Pour Henri De Man, le président du parti ouvrier belge, l'anticommunisme est une des raisons qui l'amènèrent à applaudir l'occupation nazie et à collaborer avec le fascisme. Ce n'est pas un hasard si, dans un tract anticommuniste édité en 1989, Anne-Marie Lizin, du parti socialiste, réhabilite aussi bien Kerenski qu'Henri De Man comme de grands penseurs socialistes.

Une grande partie de l'idéologie fasciste s'était infiltrée dans les partis bourgeois «démocratiques» à la fin des années trente. Le même phénomène se répète en 1991, lors de la nouvelle progression du fascisme.

On remarquera que, dans les années vingt et trente, le bolchevisme et le léninisme constituaient la cible de la propagande anticommuniste. Les «30 millions de morts» qu'Hitler inventa en 1926, il les attribuait principalement à Lénine. Ce n'est que dans les années cinquante que la tactique de l'«antistalinisme» se vulgarisa parmi les idéologues bourgeois.

(1) Vlaams Blok, n°9, 1990, p.1; (2) Annemans, Chambre, compte-rendu analytique, vendredi 9 fév. 1990; (3) L'Instant, 20-26 déc. 1990; (4) L'abbé Pioger: La Terreur, C. Dillet, Paris, 1861, p.7, p.241 et 238; (5) Pirenne: Histoire de Belgique, tome III, p.312; (6) Idem, p.315; (7) Idem, p.344; (8) Morin Georges: L'Histoire de la Commune, Paris, 1871, p.272; (9) Idem, p.273-274-275; (10) Martens Ludo: L'URSS et la contre-révolution de velours, EPO, Bruxelles, 1991, p.17; (11) Hitler: Mijn Kamp, uitg. Ridderhof, 1982 p.183; (12) Idem, p.71; (13) Idem, p.809; (14) Idem, p.399-400; (15) Idem, p.818; (16) Idem, p.808; (17) Idem, p.823-824; (18) Idem, p.809; (19) Mignot John: Le Léninisme, éd Rex, 1933, p.159; (20) Idem, p.97; (21) Idem, p.150; (22) Idem, p.7; (23) Kautsky Karl: Het bolchevisme in het slop, NV arbeiderspers Amsterdam, 1930, p.89 en p.91; (24) Idem, p.96-97; (25) Idem, p.115-116; (26) Leemans Victor: Werner Sombart zijn ekonomie en zijn socialisme, Nederlandse boekhandel, 1939, p.182.

Vlaams Blok, fascisme et anticommunisme

1939: se battre contre l'URSS plutôt que contre l'Allemagne nazie

C'est dans les années trente que les partis bourgeois ont lancé pour la première fois le slogan: «Le fascisme et le communisme se ressemblent». En 1937, Denis de Rougemont, catholique influent, écrivait: «La dictature de Staline ressemble de plus en plus aux régimes fascistes» (1). Et le social-démocrate allemand Kautsky: «Le fascisme n'est rien d'autre que la réplique du bolchévisme. Mussolini ne fait que singer Lénine» (2). De même, le nazi catholique de droite Otto Strasser, qui rompt en 1930 avec Hitler et offre ses services à l'impérialisme américain, parle de la ressemblance entre fascisme et bolchevisme!

Dans les années trente, cette thèse avait la signification suivante. Tant le parti catholique que les libéraux et les sociaux-démocrates sont foncièrement anticommunistes sur tous les plans: ils défendent le pouvoir du grand capital contre le pouvoir des classes laborieuses.

Ces partis ont beaucoup en commun avec le parti nazi, dans la mesure où ils défendent tous l'ordre capitaliste existant. Mais sur le plan de la politique bourgeoise, des contradictions aiguës apparaissent entre les partis «démocratiques» traditionnels et le nouveau parti «violent» du grand capital, le parti nazi. Les formations traditionnelles se voient menacées dans leur existence en tant qu'instruments de gestion de la société capitaliste par le parti fasciste. A l'intérieur de l'ordre capitaliste, les partis traditionnels combattent le parti nazi en le comparant à l'organisation la plus horrible qu'ils puissent s'imaginer: le parti communiste. Démagogie classique consistant à charger un concurrent de tous les péchés attribués à l'ennemi le plus redoutable de l'ordre établi.

Tous les partis bourgeois, à l'exception d'une petite aile gauche de la social-démocratie étaient farouchement anticommunistes. Les partis «démocratiques» disaient parfois du parti nazi qu'il était «aussi mauvais que le bolchévisme». C'était la pire insulte. Et les nazis ripostaient: «les partis bourgeois mous laissent la voie libre pour le bolchévisme». Mais on remarquera en même temps que les partis «démocratiques» droitiers félicitaient les nazis pour leur plus grand succès: l'élimination radicale du danger communiste en Allemagne. Lesquels nazis rejeteront avec mépris la comparaison «fascisme = bolchévisme»: «nous avons démontré que le fascisme constitue l'ennemi le plus inconciliable du bolchévisme». Ce qu'il est effectivement.

En outre, les partis bourgeois utilisent la comparaison entre le fascisme et le communisme comme moyen de propagande à l'égard des ouvriers.

Puisque spontanément les ouvriers sont résolument antifascistes, cette comparaison peut les retenir d'adhérer à la seule force anticapitaliste et antifasciste conséquente qu'est le parti communiste. Ainsi, ils demeurent sous le contrôle des partis «classiques» qui organisent l'ordre capitaliste.

Le pacte de non-agression germano-soviétique

A partir de 1933, Staline a oeuvré d'une manière conséquente pour une alliance avec la France, l'Angleterre, la Tchécoslovaquie, contre les agressions possibles de l'Allemagne en Europe. L'Angleterre et la France, inspirés par leur anticommunisme ont rejeté une telle alliance.

En 1935, l'Union soviétique et la France se portent garants de l'indépendance de la Tchécoslovaquie. Mais en 1939, la France, l'Angleterre, l'Allemagne et l'Italie concluent à Munich un accord par lequel ils sacrifient la Tchécoslovaquie. Il s'agissait d'un complot, non seulement dirigé contre la Tchécoslovaquie, mais également contre l'Union soviétique. Staline a compris que la France et l'Angleterre étaient prêts à rompre des accords signés solennellement et à comploter avec les nazis au détriment de l'indépendance d'autres pays.

Staline a néanmoins continué à oeuvrer pour un pacte avec ces deux pays afin d'assurer une sécurité collective. En juillet 1939, on savait qu'Hitler s'appêtait à envahir la Pologne. Staline a exigé à ce moment un pacte contraignant par lequel l'Angleterre, la France et l'Union soviétique s'engageraient à déclencher la guerre contre l'Allemagne nazie, si celle-ci agressait la Pologne. L'Angleterre et la France ont refusé. Staline savait très bien ce qu'ils voulaient. Lorsqu'Hitler envahirait bientôt la Pologne, ils le laisseraient faire. Après l'annexion de la Pologne, Hitler se trouverait à la frontière soviétique. L'Angleterre et la France l'encourageraient dès lors à chercher son «espace vital» en Union soviétique et à renverser le bolchévisme. Dans «Mein Kampf» Hitler proposait d'ailleurs une alliance avec l'Angleterre pour qu'elle lui laisse les mains libres pour coloniser la Russie. L'Angleterre et la France ne l'avaient pas oublié.

Staline était un grand homme d'Etat révolutionnaire. Sachant qu'Hitler éviterait coûte que coûte de devoir se battre sur deux fronts, Staline a conclu un pacte de non-agression avec l'Allemagne nazie. Ainsi, l'Union soviétique socialiste ne serait pas seule à porter le poids de l'agression nazie. Les gouvernements anticommunistes de France et d'Angleterre, qui espéraient employer Hitler pour détruire le communisme, étaient pris à leur propre piège. Le 2 septembre 1939, après l'invasion de la Pologne, ils ont déclaré la guerre à l'Allemagne... mais il ne l'ont pas menée!

Le pacte germano-soviétique a suscité une véritable hystérie anticommuniste en France. Ces mêmes politiciens français, qui secrètement travaillaient déjà pour Hitler et qui manoeuvraient pour permettre à ce dernier de marcher contre l'Union soviétique, clamaient à présent que «les communistes étaient des agents du fascisme!» Un rapport de la session de la Chambre française, ce fameux 2 septembre: «Monsieur Herriot ouvre la séance par un discours où il dénonce en passant le pacte germano-soviétique - sous les acclamations de tous les groupes, de l'extrême droite aux socialistes» (3). Deux semaines plus tard, le Parti Communiste était interdit! Laval, Bonnet (droite) et Déat («socialiste») crient le plus fort en disant que «le communisme et le fascisme sont des frères jumeaux». Ces trois messieurs sont obligés à ce moment de poser comme «antifascistes», alors qu'ils sont déjà en contact avec des envoyés de Hitler et qu'ils sont en

train de préparer la capitulation de la France et la collaboration!

La guerre soviéto-finlandaise en 1939-1940

Staline se rendait très bien compte que le pacte de non-agression germano-soviétique ne lui accorderait qu'un bref répit, et que les nazis finiraient par envahir l'Union soviétique. Aussi mobilisait-il toutes les forces pour renforcer au maximum la défense de l'Union soviétique socialiste.

En Finlande, un gouvernement de droite était au pouvoir avec des sympathies pro-nazies prononcées. La frontière existante entre la Finlande et Leningrad empêchait la défense de cette ville importante. Staline et Molotov ont proposé un accord au gouvernement finlandais. Selon le texte de leur mémorandum du 14 octobre 1939, cet accord avait deux objectifs: «1° Assurer la sécurité de Leningrad; 2° Avoir l'assurance que la Finlande et l'Union soviétique entretiendront des rapports amicaux stables. Ces deux points sont essentiels en vue de sauvegarder l'intégrité des côtes soviétiques au Golfe finlandais face à une agression d'un ennemi venant de l'extérieur» (4). La Finlande a refusé un accord raisonnable et le 30 novembre 1940, l'Union soviétique a déclenché la guerre contre la Finlande.

Mobilisation générale contre... l'Union soviétique socialiste!

En France et en Angleterre, un changement remarquable se produit à ce moment dans les milieux bourgeois. Ils avaient été forcés de déclarer la guerre à l'Allemagne hitlérienne. Mais ils ne se battaient pas. Or, au moment du déclenchement de la guerre en Finlande, une nouvelle vague d'anticommunisme sauvage se déchaîne et partout l'appel est lancé à faire la guerre... contre l'Union soviétique pour défendre la petite Finlande! Un hebdomadaire français proche des milieux gouvernementaux écrivait: «Dans un retour inattendu, la Société des Nations, dont la longue passivité ressemblait à un sommeil de la mort, a soudainement fait sa réapparition à l'avant-plan de l'actualité. Elle était restée inerte, lors des agressions précédentes de l'Allemagne contre l'Autriche, contre la Tchécoslovaquie et contre la Pologne. Il aura fallu l'agression soviétique contre la Finlande pour qu'elle se réveille. L'ère du droit n'est pas encore revenue, hélas! Mais le geste symbolique que la Société des Nations vient de faire en expulsant la Russie coupable est l'heureux présage d'un avenir où la suprématie de la force sur le droit sera définitivement éliminée» (5).

Le 14 décembre 1939, la Belgique, la France, l'Angleterre, l'Afrique du Sud, l'Égypte, la Bolivie, la République dominicaine ont voté pour l'exclusion de l'Union soviétique de la Société des Nations! Il y avait deux absents et quatre abstentions. Le journal français concède que la Société des Nations, qui réunit tous les pays du «monde libre», est restée passive face aux agressions allemandes. Mais à présent, le «monde libre» va mobiliser toutes ses forces... contre l'Union soviétique socialiste.

L'illustration écrit encore ceci: «L'admiration du monde entier devant la résistance finlandaise et la sympathie pour ce petit peuple courageux se sont traduits en actes. L'aide matérielle, financière et humanitaire

«recommandée» par la Société des Nations, s'organise maintenant. Le matériel de guerre britannique - armes, munitions, avions - commence déjà à arriver en Finlande» (6).

La France avec Hitler contre le bolchévisme?

La France envoie secrètement des chars et des avions en Finlande. Avec l'Angleterre, elle décide aussi d'envoyer des troupes, si le gouvernement finlandais le demande expressément. Dans un port français, un corps de 50.000 hommes est rassemblé, prêt à partir. Au parlement, la politique du premier ministre Daladier reçoit le vote de confiance par 535 voix pour, aucune voix contre. Tous les «socialistes» soutiennent la politique anticommuniste et antisoviétique.

Tout indique que les nazis ont provoqué l'inflexibilité du gouvernement finlandais. En France, l'ambassade nazie diffuse à présent les thèses suivantes: «Pourquoi poursuivre la guerre? La Pologne n'existe plus. Le bolchévisme a fait un bond en avant vers l'Europe. Il a occupé la moitié de la Pologne et placé des garnisons dans les trois pays baltiques. Si on ne l'arrête pas maintenant, il sera bientôt trop tard. Le seul à pouvoir arrêter cette marche vers l'Occident est Hitler. Un accord avec lui est donc absolument nécessaire» (6).

Quinze parlementaires autour des «socialistes» Déat et Bergery se prononcent en faveur d'un accord avec Hitler. Trente parlementaires autour de Laval et Marquet constituent un deuxième groupe pro-allemand. Les deux reçoivent de l'argent de Bonnet, ministre de la Justice et homme de confiance des Allemands (7).

En France, engagée dans une «drôle de guerre» contre les nazis, deux thèmes se trouvent à l'avant-plan: l'anticommunisme et une Europe unifiée dominée par la France. Gabriel Hanotaux, de l'Académie française, écrit en janvier 1940: «Quels sont les principes de cette doctrine, de quel nom qu'on puisse l'indiquer: marxisme, léninisme, stalinisme etc. D'abord, l'assujettissement du travail, l'esclavage de l'ouvrier. Deuxièmement, l'assujettissement de la conscience, l'esclavage de l'âme par l'élimination des religions. C'est pourquoi l'heure est venue d'une intervention universelle dont les principes sont exactement à l'opposé, notamment: 1° la libération du travail; 2° la liberté de la conscience. Libération du travail, cela veut dire le rejet absolu de l'autarcie, le retour au libre commerce, la suppression des barrières, des obstacles, des douanes, du dumping, en un mot une sorte de fédération amicale qui s'étend à toute l'Europe». Hanotaux est partisan de «l'union économique européenne par une fédération dont la Russie est exclue» (8).

(1) Le Communisme et les Chrétiens, Présences, Pion, Paris, 1937, p. 203. (2) Kautsky Karl, Het kommunisme in het slop, Arbeiderspers, Amsterdam '30, p. 106. (3) L'Illustration, 2.9.39, p. 33. (4) Documents sur les relations Finno-Soviétiques, Flammarion, 1940, p. 93. (5) L'Illustration, 20.1.40, p. 73. (6) Simone André, Les hommes qui ont trahi la France, éd. Hier et Aujourd'hui, 1946, p. 259. (7) Ibidem, p. 257. (8) Gabriel Hanotaux, L'Illustration, 20.1.40, p. 74.

La guerre 40-45: barbarie fasciste ou socialisme?

Sous le slogan «Frères et complices: bolchevisme et nazisme» (1), le gouvernement Daladier a mis en pratique une politique qui était anticommuniste et pronazie.

Dès le début de septembre 1939, il a envoyé le général Weygand, connu pour ses sympathies nazies, en Syrie pour préparer de là une opération contre l'Union soviétique. Début 1940, le général Serrigny a publié un livre qui traduit bien les idées des plus hauts dirigeants de l'armée: «En réalité, écrit-il, Bakou avec sa production de 23 millions de tonnes de pétrole domine la situation. Le centre vital de la Russie est situé dans cette étroite bande côtière. (...) Si nos armées arrivaient à conquérir le Caucase, ou si ces raffineries étaient simplement mises à feu par notre force aérienne, le monstre s'effondrerait exsangue.

Pour conclure, on peut dire que nous avons trois moyens pour aider la Finlande. Premièrement, soutenir militairement la Finlande sous la forme de grandes unités organisées. Ce soutien serait particulièrement efficace s'il pouvait s'appuyer sur les ports de Petsamo et Mourmansk. Deuxièmement, un blocus complet de toutes les frontières russes. Troisièmement, une attaque, au moins de la force aérienne, sur la région pétrolière du Caucase. N'oublions pas que notre sort est lié à celui de la Finlande. La chute de la puissance russe peut être vue à juste titre comme le présage de l'effondrement allemand.» (2)

Ces mêmes généraux anticommunistes, qui quelques mois plus tard capituleront devant Hitler et passeront immédiatement à la collaboration, s'imaginent pouvoir mettre l'Union soviétique sur les genoux en quelques jours, après quoi l'Allemagne s'effondrerait rapidement.

Deux années plus tard, en pleine guerre, une publication gaulliste, parue à Rio de Janeiro en mars 1943, traduit le jugement de ces événements par la petite minorité au sein de la bourgeoisie française: «A la fin de l'hiver 39-40, échoue le complot politique et militaire de Chamberlain (premier ministre d'Angleterre) et Daladier qui avaient pour but de provoquer un retournement contre l'Union soviétique et de mettre fin au conflit entre l'alliance franco-anglaise et l'Allemagne par un compromis et une alliance anti-Komintern. Ce complot consistait à envoyer un corps d'expédition franco-anglais pour aider les Finlandais, un corps qui serait plus symbolique qu'efficace, mais dont l'intervention aurait provoqué un état de guerre avec l'Union soviétique. On avait aussi conçu le plan de laisser Weygand et son armée remonter depuis la Syrie vers le Caucase et les champs pétrolifères de Bakou. Ce plan très hasardeux reposait sur le soutien secret du clan des partisans de l'accord de Munich, formé par les politiciens défaitistes, les fascistes convaincus et les industriels pro-allemands» (3).

La bourgeoisie française se vit privée d'une grande victoire possible contre le bolchevisme, lorsque l'Union soviétique et la Finlande signèrent un accord de paix le 14 mars 1940. Dans toute sa mesquinerie, la France imputait la faute aux Norvégiens et aux Suédois, qui n'avaient pas assez rapidement accordé l'accès des troupes françaises à leur territoire. Fulminant contre «l'alliance monstrueuse germano-soviétique», l'Illustration écrit: «Les pays scandinaves ont exposé l'Europe du Nord à une expansion bolchéviste dont ils devront tôt ou tard supporter les conséquences redoutables (...) Sur le front le plus important, la frontière franco-allemande, l'inertie se prolonge (...) Les fronts secondaires peuvent devenir les fronts principaux; en d'autres mots, les fronts où la décision tombera. Le front russo-finnois en était peut-être un. Il y a des moments où la hardiesse est nécessaire»

La guerre hitlérienne barbare contre le socialisme

Durant la nuit du 21 au 22 juillet, les nazis lancent une attaque générale contre l'Union soviétique. L'Allemagne nazie affirme qu'elle va «à présent en découdre avec l'adversaire le plus affirmé, qui est aussi l'ennemi de la civilisation européenne» (5). Les nazis conçoivent très bien que l'Union soviétique a entrepris des efforts gigantesques pour renforcer sa défense et que Staline a su largement épurer le pays des espions allemands et sympathisants du nazisme.

«La dictature de Staline s'effondre»

Troski, dégénéré en provocateur et en pion aux mains de l'impérialisme, répandait durant les années trente la fable suivant laquelle l'URSS s'effondrerait au premier choc sérieux. Trois ans avant que les nazis n'entament leur agression, il écrivait: «Berlin sait parfaitement combien la clique du Kremlin a démoralisé l'armée et toute la population dans sa lutte pour la survie. Staline continue à saper la force morale et la résistance du pays. Les carriéristes sans honneur ni conscience sur lesquels il doit de plus en plus s'appuyer, trahiront le pays aux moments difficiles» (6). Dans de nombreux écrits haineux, le provocateur Troski annonçait à l'ensemble du monde impérialiste que l'Union soviétique de Staline serait une proie facile. Le général Serrigny croyait que l'Union soviétique serait mise à genoux par l'armée française en quelques jours.

L'ambassadeur français à Moscou de l'époque, Robert Coulondre, rejetait la conception suivant laquelle les épurations antifascistes au sein de l'Armée rouge étaient le signe d'un effondrement prochain du régime. Coulondre comparait la situation en URSS avec celle de la révolution française lorsque les armées anglo-autrichiennes menaçaient celle-ci. En 1937, il écrivait qu'il ne croyait pas en un effondrement: «Non, au contraire, il s'agit d'une crise de croissance d'un pays qui grandit rapidement» (7).

En 1940, toute l'extrême droite européenne voulait déclencher une guerre avec l'Union soviétique et criait donc: «Le royaume de Staline va s'effondrer». Mais après l'agression nazie, les mêmes vociféraient: «Staline avait édifié une puissance gigantesque et était prêt à occuper l'Europe!». L'organe nazi Signal écrit en 1942: «Les Soviétiques avaient, avec les 180 millions d'hommes de leurs républiques unies, édifié un instrument de pouvoir que l'on a pu voir immédiatement à l'ouvrage. Si le Führer n'avait pas mesuré le danger à temps, tout l'Europe aurait été à ses pieds (...) Les documents qui ont été trouvés, démontraient les intentions agressives des Soviétiques. Les Soviétiques se préparaient à attaquer l'Europe centrale» (8).

Afin de justifier son agression contre l'Union soviétique, Hitler employait un argument que la bourgeoisie française avait avancé mot pour mot un an plus tôt pour prôner une agression française contre le pays de Staline... Une semaine après l'agression allemande, l'organe nazi Signal écrivait: «Durant un quart de siècle, le cauchemar du bolchévisme a opprimé l'humanité. (...) Moscou a sacrifié le bonheur et la vie de millions de gens afin de hâter le jour où le communisme effectuerait sa marche triomphale à travers le monde entier. (...) Les manoeuvres russes ont commencé par l'attaque contre la Finlande, suivie par l'absorption complète de la Lituanie, de la Lettonie et de l'Estonie. Ainsi, le monde a pu voir ce que l'Europe serait devenue si le



Le 21 juillet 1941, les nazis lançaient une attaque générale contre l'Union soviétique: c'était le début de la guerre hitlérienne barbare contre le socialisme. Ici, cinq résistants sont pendus par les nazis, à Smolensk, en août '41.

bolchévisme avait réussi à vaincre l'Allemagne. (...) Lorsque le Führer décida de devancer les tentatives camouflées de Moscou d'attaquer l'Allemagne dans le dos, on put bien voir ce que pensait l'Europe. Dans tous les pays du monde, même parmi une grande partie de la population d'Angleterre et d'Amérique, on constata avec joie que l'Allemagne avait la force et l'audace d'en découdre avec le vieil ennemi de l'Europe, à l'est du continent. (...) Subitement, l'unité européenne se réalisa, lorsqu'il s'agit de faire la guerre contre la Russie. De mémoire d'homme, on n'avait vu une telle unanimité parmi les peuples d'Europe. Et cela parce que le sort de toutes les nations dépend de la victoire sur l'Union soviétique» (9).

Nous pouvons constater ici que l'anticommunisme était l'argument principal par lequel Hitler, dès le premier jour de la guerre, voulait unir tout la bourgeoisie européenne autour de l'Allemagne. Cet argument sera souligné de plus en plus bruyamment, surtout à la fin lorsque la défaite approchera. L'anticommunisme constitue la voie la plus large menant au fascisme.

Les «arguments» de l'agression nazie

Les arguments employés par les nazis pour engager la guerre la plus barbare et la plus terrible que l'humanité ait connue, sont intéressants également parce qu'ils seront repris quelques six années plus tard par la nouvelle superpuissance, les Etats-Unis, lorsqu'ils entameront leurs préparatifs de guerre contre l'Union soviétique.

La presse nazie en 1942: «Si l'Allemagne avait été trop faible, qui aurait protégé la Suisse, la Suède, la Hollande contre la bolchévisation? (...) Qui aurait endigué la vague des hordes bolchévistes si le front européen avait été submergé à l'Est? (...) On ne doit pas se demander si nous aurons une Europe allemande ou bien une Europe anglaise mais si notre continent deviendra une Europe bolchévisée ou une Europe autonome qui, sous la direction de l'Allemagne, saura préserver aussi bien ses valeurs essentielles aussi bien que ses traditions sacrées et mener ses peuples à un meilleur avenir. (...) En réalité, les soldats du Reich ne défendent pas seulement la cause de leur patrie, ils protègent chaque nation européenne digne de ce nom; ils protègent de la profanation chaque cathédrale qui n'a pas déjà été transformée en écurie. Ils protègent même la possibilité pour les Européens, maintenant et à l'avenir, de différer d'opinion; car la liberté n'existe que derrière les lignes allemandes, pas de l'autre côté» (10).

Les nazis jouent ici sur trois arguments: en attaquant l'Union soviétique, nous défendons tous les capitalistes d'Europe contre le bolchévisme, nous défendons la liberté de religion et nous défendons le droit d'opinions pluralistes. Trois arguments qui seront employés durant toute la guerre froide par les Etats-Unis, jusqu'à ce que le communisme soit entièrement anéanti en Union soviétique.

Les nazis du Vlaams Blok et l'agression de Hitler

Depuis la marée d'anticommunisme qui a déferlé sur le monde entier en 1989-1990, les nazis du Vlaams Blok osent à nouveau affirmer ouvertement qu'Hitler avait raison en 1941. La revue des «Vlaamse Oostfrontstrijders» (les combattants de l'Est), étroitement liée au Vlaams Blok, écrit: «La nécessité

de l'intervention des troupes allemandes (contre l'Union soviétique), est apparue clairement lorsque la Wehrmacht a été confrontée pendant toute la durée de la guerre aux troupes massives manifestement destinées à la conquête bolchevique de l'Europe» (11).

La même revue de tendance Vlaams Blok publie un éloge du nazisme et de la guerre barbare menée par Hitler contre les soviétiques. L'auteur du texte est Manfred Roeder, un nazi enfermé dans une prison en Allemagne: «On nous reproche d'avoir défendu un régime injuste. Nous répondons aux alliés qu'ils sont devenus les complices de Staline, le plus grand assassin de tous les temps. Au vu de ces faits, qui a encore le droit de nous désigner du doigt? Personne! Et il faut enfin le dire clairement. On peut reprocher autant qu'on veut au troisième Reich, mais une chose reste certaine: c'est lui qui a tenté de parer un autre danger beaucoup plus grand, celui du régime de terreur de Staline. C'était aussi la mission des Waffen-SS, surtout des volontaires étrangers. (...) Aucun mensonge n'est trop abject pour qu'on cesse de le répéter contre l'Allemagne. Depuis quarante ans, nous attendons la réhabilitation des Waffen-SS, des soldats d'élite que le monde entier nous a enviés, et non des criminels. Le jugement de Nuremberg doit être déchiré publiquement! Vous prétendez que le peuple allemand était soumis à une dictature brune. Or vous savez parfaitement que notre peuple n'était pas soumis, mais qu'il avait choisi librement cette forme de gouvernement - selon des règles démocratiques. (...) Pourquoi avons-nous peur de dire la vérité sur cette époque?» (12) Voilà la teneur de la littérature nazie en Allemagne, diffusée chez nous par les SS flamands du Vlaams Blok.

Pas uniquement le Vlaams Blok

Il est intéressant d'examiner la tactique utilisée par le nazi Manfred Roeder pour réhabiliter le nazisme: «Vous pouvez condamner le nazisme tant que vous voulez, dit-il, mais concédez qu'il a combattu un danger encore plus grand, celui du stalinisme». Or cet argument nazi est répandu dans des milieux dépassant largement ceux du Vlaams Blok. Michel Marteau par exemple, écrit dans le journal de la droite libérale, La Dernière Heure: «Le bilan du Parti communiste en Union soviétique est encore plus horrible que celui du nazisme» (13).

Démocratie

La thèse de Roeder est également intéressante, lorsqu'il s'agit de peser le programme avec lequel la social-démocratie et les écologistes prétendent combattre le fascisme: «Pour la démocratie et la tolérance». Démocratie? Mais, répond le nazi Roeder, Hitler est arrivé au pouvoir suivant les règles du jeu de la démocratie parlementaire, et lors des élections, à la fin des années trente, Hitler a toujours obtenu une majorité écrasante. Ce qui est effectivement vrai. Si le grand capital allemand, empêtré dans une crise profonde et dévastatrice, décidait à nouveau d'engager ses moyens financiers et politiques du côté du fascisme, un nouvel Hitler s'emparerait du pouvoir de l'Etat, à nouveau par la voie de la «démocratie» bourgeoise.

La «Vérité»

Ce qui mérite encore qu'on s'y arrête, c'est l'usage que le nazi Roeder fait du concept de «vérité». Dans une société divisée en classes antagoniques, toute vérité politique est une vérité de classe. En vue de renverser le pouvoir socialiste en Europe de l'Est et en Union soviétique, tous les partis bourgeois ont indifféremment, pendant toute la période de la guerre froide, taxé le communisme de «mensonge» et tous les récits réactionnaires et fascistoïdes des dissidents de «vérité». Soljénitsine et Havel, qui collaboraient tous deux avec la CIA, sont les champions incontestés de cette sorte de «vérité», concept dans le lequel ils réunissent tout ce qui est réactionnaire et qui date d'avant la révolution française. Et ce sont ces imbécillités que certains intellectuels présentent comme les porteurs de la «nouvelle pensée». Havel et Soljénitsine considèrent (à l'instar des nazis) que le Mal (ou le «mensonge») a commencé avec le rationalisme et le «culte de l'objectivité» qui prédominaient pendant la Renaissance et le Siècle des Lumières: «le communisme était la perversion extrême de cette tendance». Selon Havel, le communisme, en tant que prolongement du rationalisme, est «un mensonge pervers». Face à ce mal, il plaide, comme tous les fondamentalistes cléricaux, pour la «foi dans les forces mystérieuses de l'Être». Et voilà donc la «Vérité» (48).

Amnistie: un crime contre l'humanité

Les nazis, les criminels les plus monstrueux que le monde ait connus, étaient vaincus en 1944-1945, mais ils ne se sont jamais rendus. A partir du début de 1944, la plupart des dirigeants nazis se rendaient compte que la défaite était inévitable et ils élaboraient de nouvelles tactiques pour poursuivre leur combat avec les deux mêmes objectifs: sauvegarder la dictature capitaliste en anéantissant le mouvement communiste et établir la suprématie allemande sur l'Europe capitaliste. Longtemps avant la défaite, les nazis allemands (et européens) étaient préparés politiquement et moralement à poursuivre leur action dans la perspective de la renaissance du fascisme dans une phase ultérieure. C'est la raison fondamentale pour laquelle l'amnistie, encore aujourd'hui, serait un crime: les vieux nazis, aussi ceux du Vlaams Blok, restent fidèles à leur passé de terreur et de meurtres et ils se préparent à remettre en pratique leurs théories fascistes.

Ordre européen

Fin 1944, la revue nazie Signal traduit cette idée d'une manière frappante: «L'idée d'un ordre européen, où dominera l'esprit politico-militaire, existe-t-elle? Nous sommes en mesure de créer cet esprit politico-militaire grâce à la force des soldats politiques qui combattent aujourd'hui pour l'Europe. Nous puisons cet esprit dans les résultats de la barbarie de nos adversaires à l'Est et à l'Ouest et dans les désastres qu'ils ont provoqués en Europe. (...) Ces combattants se retrouvent au sein des unités des Waffen-SS qui continuent à croire dans l'éveil de l'Europe. (...) Le soldat politique qui lutte en Europe vaincra le chaos. Il constitue le noyau du corps politico-militaire de demain, que les peuples d'Europe doivent reconnaître comme leur meilleure arme, parce qu'il est la meilleure garantie pour la survie et pour le nouveau bien-être du continent» (15).

Ce texte contient deux idées essentielles, que le Vlaams Blok est le seul à avoir défendues dès le début, affirme Dillen: l'anticommunisme et l'union européenne. Les hitlériens doivent préparer leur retour en dénonçant la barbarie à l'Est et à l'Ouest (lisez en Union soviétique et aux Etats-Unis). Mais immédiatement après la défaite, les nazis ont décidé de concentrer toutes les forces contre l'Union soviétique et de s'appuyer au maximum sur l'Amérique... dans l'attente du renversement des rapports de force entre l'Allemagne et les Etats-Unis. Le thème principal de la propagande nazie sur la «barbarie» est restée celle qui date de 1926, lorsque le jeune Hitler parlait des «30 millions de victimes innocentes de la terreur bolcheviste (ou staliniste)».

Les «droits de l'homme» des nazis

Dès avant la fin de la guerre, les nazis recouraient encore à une autre tactique afin de préparer leur réhabilitation: la défense des droits de l'homme. Les fascistes allemands décrivaient les «atrocités» infligées à des honnêtes gens dans les régions de l'Europe de l'Ouest occupées par l'armée américaine. Tous les collaborateurs nazis étaient promus en honnêtes gens, dont les droits étaient violés d'une façon inhumaine. Le vieux sculpteur fasciste Aristide Maillol devenait la victime de «la haine et du fanatisme politique». «La liberté d'opinion se porte très mal dans les territoires libérés par les alliés». «La liberté de religion est menacée, car la résistance française affirme que l'église elle-même devra subir une sérieuse épuration». Dans les régions libérées de France opèrent des «terroristes, le revolver au poing», partout il y a «arrestations, brutalités et tirs à main armée». L'approvisionnement en vivres et le chômage prennent des formes dramatiques en Belgique, se plaint la presse nazie. «En Roumanie, un million et demi d'ouvriers ont été déportés en Union soviétique comme main d'oeuvre forcée». «Les soviétiques veulent libérer l'humanité, aussi bien des Allemands que des bienfaits de la démocratie» (16).

Ces mensonges nazis seront élaborés en une politique systématique pendant des «campagnes pour les droits de l'homme», véritables campagnes d'intoxication contre le socialisme, pendant toute la durée de la guerre froide, unifiant dans le même camp anciens nazis, anticommunistes et capitalistes.



Moscou, juin 41. Les membres des milices sont informés de l'état du front.

De l'anticommunisme à la réhabilitation des nazis

Avant la guerre, de puissantes fractions pro-allemandes ont fait leur entrée au sein de la bourgeoisie de Grande-Bretagne et des Etats-Unis. Chamberlain, le premier ministre britannique, menait alors une politique visant à canaliser l'expansion militaire hitlérienne en direction de l'Est (communiste). Pendant toute la durée de la guerre, des fractions de la bourgeoisie britannique ont continué à oeuvrer dans la perspective d'un renversement des alliances et d'une croisade contre le bolchevisme.

Un épisode peu connu de la guerre: la Grande-Bretagne a encouragé le régime fasciste de Franco à se montrer neutre... dans la lutte entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Toutefois, Franco a pu envoyer la Division Azul au Front de l'Est, pour lutter contre l'Union soviétique. La Grande-Bretagne et les Etats-Unis ont fait la guerre contre un concurrent impérialiste, l'Allemagne, mais ils ont toujours envisagé la possibilité d'un renversement d'alliances (1).

Le complot contre Hitler en 1944

Dans le courant de l'année 1944, un premier projet sérieux d'intervention militaire conjointe des Occidentaux contre l'Union soviétique voit le jour. Au début de 1944, un groupe d'officiers de l'état major allemand, parmi lesquels le feld-maréchal Witzleben, le général Beck et le colonel von Stauffenberg, prennent la décision de liquider Hitler. Des politiciens et syndicalistes conservateurs prennent part au complot dont le but était d'instaurer une monarchie libérale dirigée par le prince Louis-Ferdinand. Ils informent de tous les préparatifs Alan Dulles, qui opérait en Suisse pour le compte des services secrets américains. Cookridge, un ancien agent des services secrets britanniques, écrit: «Si les projets des conspirateurs avaient abouti, ils auraient sans doute conduit à une paix séparée avec les puissances occidentales et ensuite, sans aucun doute, à un pacte antisoviétique entre le nouveau gouvernement allemand, les Britanniques et les Américains» (2).

Le Général Patton: «Avancer jusqu'à Moscou!»

Selon E.H. Cookridge, nombre de généraux américains, parmi lesquels le général Strong, le chef du service de renseignement militaire, refusent de considérer l'Union soviétique comme un futur allié. Le Général Patton rêvait de réarmer deux divisions des Waffen-SS et de les faire entrer dans la Troisième Armée pour les engager contre «les Rouges». Très sérieusement, Patton avait soumis son projet au général McNarney, le gouverneur militaire américain en Allemagne... «Ce que pensent ces stupides bolcheviques, qu'est-ce que cela peut bien vous faire? dit Patton. Tôt ou tard, nous leur ferons la guerre. Pourquoi pas maintenant, tout de suite, tant que notre armée est encore intacte et que nous pouvons refouler l'Armée rouge jusqu'en Russie? Avec mes Allemands, nous sommes tout à fait en mesure de le faire. Ces bâtards rouges les dégoûtent». Robert Murphy, le conseiller politique de Mac Narney, écrit dans ses Mémoires: «Patton a demandé, la flamme dans

les yeux, s'il y avait une chance d'aller jusqu'à Moscou et il a ajouté qu'il était prêt à parier qu'il y parviendrait en trente jours, plutôt que d'attendre que les Russes agressent les Etats-Unis» (3).

Officiers supérieurs nazis au service de la CIA

Mais les dirigeants politiques américains comprennent qu'après les atrocités nazies, la population des cinq continents n'est pas disposée à accepter une nouvelle agression contre l'Union soviétique. La mise en oeuvre du plan de Patton - s'adjoindre d'anciens nazis pour marcher contre Staline - serait de nature à déclencher dans le monde entier des soulèvements révolutionnaires.

Les politiciens américains accordent alors leur préférence à des opérations de guerre clandestines contre l'Union soviétique. Et pour cette sorte de sale guerre contre le communisme, les plans nazis et américains coïncident parfaitement.

Au début d'avril 1945, Reinhard Gehlen, le chef du service d'espionnage nazi en Union soviétique, consulte son adjoint, le lieutenant-colonel Wessel, et le lieutenant colonel Braun, responsable d'un autre service d'espionnage nazi. «Mon point de vue, écrit Gehlen dans ses Mémoires, était que même l'Allemagne avait sa place dans une Europe qui serait réarmée pour se défendre contre le communisme. C'est pourquoi il nous fallait parier sur les puissances occidentales et nous fixer deux objectifs: offrir de l'aide face à l'expansion communiste et reconquérir les territoires perdus par l'Allemagne. Nous pouvions nous attendre, de manière réaliste, à ce que les puissances occidentales manifestent de l'intérêt à pouvoir utiliser notre service de renseignements pour faire de l'espionnage à l'Est» (4). Pour ce plan, Gehlen reçoit le feu vert de la plus haute instance politique et militaire: le général August Winter, vice-chef de l'état-major du commandement en chef de la Wehrmacht, et le grand amiral Dönitz, le successeur de Hitler à la tête de l'Etat.

Dès qu'ils prennent connaissance du plan de Gehlen, les officiers américains les plus haut placés lui témoignent un grand intérêt. Le major général E. Luther Sibert, un chef de la Sécurité militaire, «s'intéressait surtout à la connaissance et à l'expérience de Gehlen en matière de méthodes non-orthodoxes de guerre contre les Russes, écrit Cookridge. Sibert lui demanda d'établir un rapport sur ses activités au Service de Renseignement Militaire pour l'Est». Gehlen rédige alors un rapport de 129 pages contenant notamment «un grand plan d'organisation secrète orientée contre l'Union soviétique, sous direction américaine» (5). Gehlen est introduit auprès du général Bedell Smith, le chef d'état major d'Eisenhower, qui lui donne l'autorisation de présenter ses plans au général Strong, le haut responsable du service de renseignements militaire américain. A plusieurs reprises, l'Union soviétique avait déjà demandé que Gehlen soit recherché et qu'il lui soit livré: les Soviétiques ont naturellement tout intérêt à mettre sous les verrous le chef du service de renseignement nazi en Union Soviétique ainsi que ses archives. C'est une question de haute sécurité nationale.

Mais Bedell Smith et Sibert décident d'envoyer Gehlen en secret aux Etats-Unis. Le 22 août 1945, en compagnie de trois autres hauts officiers nazis qui sont aussi ses proches collaborateurs, Gehlen embarque, en uniforme américain, dans un appareil à destination de Washington (6). Gehlen remet toutes ses archives aux Américains et met aussi à leur disposition tous ses espions en Union soviétique.

Avant la fin de la guerre, les officiers supérieurs des services d'espionnage nazis et de la Wehrmacht ont donc conclu un pacte avec les plus hauts responsables politiques et militaires américains dans le but de mener une lutte conjointe contre le communisme.

Les nazis et le soulèvement à Berlin en 1953

Pendant 10 ans, Gehlen travaille exclusivement au service de la CIA; il devient ensuite le chef des services secrets ouest-allemands. Il envoie, en Allemagne de l'Est, des centaines de ses agents _ pour la plupart issus de l'armée ou des services de renseignement nazis _ pour des opérations d'espionnage et de sabotage. La «Ligue des Juristes Libres», fondée en 1949 à Berlin-Est, est l'une des principales couvertures de ses activités d'espionnage dans ce pays(7). Les agents de Gehlen jouent un rôle important dans la préparation et le déroulement du soulèvement anticommuniste du 15 juin 1953 à Berlin-Est. Cookridge écrit: «Gehlen avait annoncé le soulèvement aux Américains et au gouvernement fédéral des mois avant qu'il se produise. Il avait aussi annoncé qu'une répression sanglante s'en suivrait» (8).

Bien entendu, ce soulèvement nazi, huit ans après la défaite du Troisième Reich, a été et est encore soutenu par Dillen, mais aussi par tous les partis bourgeois (et par les trotskystes).

Des nazis au Vatican

Le livre «Des nazis au Vatican» décrit le rôle joué par le Vatican dans l'organisation de filières d'évasion, les «ratlines», grâce auxquelles des milliers de criminels de guerre nazis se sont réfugiés à l'Ouest. L'un des auteurs de l'ouvrage est John Loftus, un responsable du service secret américain. Hormis une bonne dose de désinformation anticommuniste, il contient de nombreuses informations sur les nazis. Le livre révèle notamment comment des milliers de criminels de guerre croates, ukrainiens et hongrois ont été accueillis par les Etats-Unis comme «combattants de la liberté». Les auteurs écrivent: «Le nombre des criminels de guerre nazis qui se sont établis aux Etats-Unis après la deuxième guerre mondiale est estimé à quelque dix mille». (9)

Ainsi, le chef d'Etat hongrois, l'amiral Miklos Horthy, qui, à partir de 1919, avait instauré un régime fasciste en Hongrie et avait combattu aux côtés de Hitler pendant la guerre, a été mis en sécurité par l'armée américaine avec des dizaines d'autres généraux et officiers supérieurs.

Dillen écrivait en 1991: «Où était le droit international, lorsqu'en 1953, les chars russes écrasaient les ouvriers et les étudiants allemands dans feu la République Démocratique Allemande? Où était ce droit international, lorsqu'en 1956, ces mêmes chars ont écrasé la révolte populaire hongroise et qu'Imre Nagy et Pal Maleter ont été pendus par les Russes?» (10)

Le sympathisant nazi Dillen se place évidemment du côté des «ouvriers» et des «étudiants» qui luttent pour «leur liberté». Or, tant à Berlin-Est qu'à Budapest, les troupes insurrectionnelles étaient encadrées par d'anciens nazis formés depuis 1945 par les services de renseignements américains en vue de la deuxième ronde dans la guerre contre le socialisme.

Reagan, les nazis et la WACL

Dans les années septante et surtout les années quatre-vingt, une collaboration institutionnalisée s'est établie entre les principales organisations fascistes dans le monde et l'aile droite de l'establishment américain autour de Reagan. Cette collaboration officielle se déroulait dans le cadre de la World Anti-Communist League.

La «Ligue Anticommuniste des Peuples d'Asie», le précurseur direct de la WACL, a été fondée en 1954 par Tchang Kai Tchek et Sygman Rhee, les deux dictateurs d'extrême droite de Taiwan et de la Corée du Sud. La plupart des dirigeants fascistes et pro-américains d'Asie, comme Thieu au Vietnam, Lon Nol au Cambodge et Marcos aux Philippines en faisaient partie.

Le Monde Diplomatique écrit: «Les services secrets américains ont transférés les activités de certains de leurs agents de l'Europe de l'Est, qui s'étaient souvent fort compromis avec les nazis, vers des pays du Sud-Est asiatique. Leur organisation s'appelle «Le Bloc Antibolchevik des Nations». Les contacts noués avec la Ligue ont conduit à la création, en 1967, de la WACL à Taiwan» (11). Stroessner, Pinochet, Somoza et Banzer font partie de la section latino-américaine. En 1983, la Ligue Anticommuniste Mondiale est entièrement prise en main par l'extrême droite américaine. Le général John Singlaub, ancien chef de la CIA en Corée du Sud et chef des Bérets Verts au Vietnam, est président de la WACL en 1984-1985. En avril 1983, Singlaub propose au sous-secrétaire à la Défense, Fred Ickle, de créer un comité secret de huit experts en guerre non-conventionnelle pour organiser la lutte contre les régimes «communistes» dans le tiers monde. Le Nicaragua figure en haut de l'agenda. Le comité est constitué par le général Harry Aderholt, qui avait dirigé avec Singlaub l'opération Phoenix au Vietnam, où 100.000 Vietnamiens avaient été massacrés, par le professeur Luttwak du Center for Strategic and International Studies de l'université de Georgetown, étroitement lié à la CIA, par Andy Messing, expert de la guerre non conventionnelle et appartenant à la Rand Corporation, étroitement liée au Département d'Etat, par le général Edward Landsdale, responsable de la guerre antiguerilla aux Philippines en 1953, ensuite responsable des «opérations spéciales» de la CIA dans le Sud-Est asiatique. Les réunions du comité se déroulent au Département d'Etat. Des officiers des services secrets ainsi que le général Paul Gorman, qui dirigera plus tard l'invasion de Grenade, assistaient aux réunions. Le comité a élaboré un plan pour la guerre non conventionnelle en Amérique latine, visant des actions de désinformation, de sabotage et de terrorisme. Ce plan a été adopté dans ses grandes lignes par l'administration Reagan. Lorsqu'en octobre 1984, le Congrès a mis fin à l'aide financière à la Contra nicaraguayenne, c'est ce comité qui est devenu la plaque tournante du système de «financement privé» de la contre-révolution au Nicaragua. Singlaub et la WACL «supervisent les organisations qui servent de paravents pour l'aide à la guérilla anticommuniste» au Nicaragua, en Afghanistan, au Cambodge, au Laos, au Vietnam, en Angola (Unita) et au Mozambique (Renamo). Pour ce travail, Singlaub est en contact permanent avec le lieutenant-colonel Oliver North, l'adjoint de MacFarlane et conseiller de Reagan en matière de sécurité. Pour ces opérations, Singlaub collabore aussi étroitement avec les dirigeants de l'Heritage Foundation, entre autres avec son président, Edwin Feulner. L'Heritage Foundation est le think-tank qui a rédigé le programme de Reagan et lui a fourni une grande partie de ses collaborateurs directs (61).

La WACL est un croisement extravagant entre nazisme et reaganisme. En 1985, son anticommunisme fanatique semble encore assez marginal.

Durant cette période, le général Singlaub tenait des discours virulents: «Je parle d'une offensive psychologique, politique, économique et spirituelle contre les forces maléfiques du communisme. Le communisme, c'est l'empire du mal. (Communism is an evil empire). Regardons les choses en face, le communisme tue! Le communisme utilise le terrorisme comme un instrument de politique intérieure et extérieure» (12).

En 1985, ce langage ne suscitait l'enthousiasme que dans les milieux fascistes. Mais en 1989-1990, ce même message sera repris, souvent textuellement, par tous les partis «démocratiques» bourgeois.

Nazis d'Europe de l'Est et contre-révolution de velours

Depuis les années cinquante, le Bloc Antibolchevik des Nations, regroupant toutes les organisations fascistes importantes d'Europe de l'Est et des Républiques soviétiques, collabora étroitement avec la CIA, entre autres pour la propagande via Radio Free Europe et Radio Liberty. Reagan entretenait des contacts personnels avec cette compagnie nazie. A l'occasion du décès du dirigeant fasciste ukrainien Stanslas Stetsko en 1986, Reagan a envoyé un télégramme de deuil. Dans sa lettre de condoléances, Singlaub écrivait: «Sa mort sera partout une grande perte pour les droits de l'homme» (13). Le 6 juillet 1941, ce Stetsko avait écrit au gouvernement allemand: «Je suis partisan de l'idée d'une collaboration étroite et d'une solidarité avec la grande nation allemande». Dans un autre texte, il écrit: «Je considère le marxisme comme une création du véritable esprit juif. Par conséquent, je suis fermement convaincu qu'il faut exterminer les juifs et qu'il est correct d'appliquer en Ukraine les méthodes de liquidation pratiquées par les Allemands». (14)

Les nuances entre l'anticommunisme de ces fascistes ukrainiens et croates et celui des grands idéologues académiques de l'establishment américain sont à peine décelables. Slava Stetsko, qui a succédé à son mari à la tête de l'organisation fasciste en Ukraine, déclarait en 1989 qu'elle était entièrement d'accord avec l'analyse du professeur Brzezinski sur le communisme. Soutenant pleinement les conceptions de l'un des principaux conseillers de Reagan, elle écrit: «J'approuve entièrement le professeur Richard Pipes qui déclare dans le numéro d'hiver de la Policy Review que «la nouvelle administration doit élaborer une stratégie à long terme pour la décolonisation de l'intérieur de l'empire soviétique, des républiques ethniques d'Union soviétique. Le président Bush doit d'abord nommer l'Union soviétique par son vrai nom: le dernier empire colonial du monde. Et ensuite il devrait accorder son soutien moral et autre aux forces anticoloniales de libération nationale au sein de l'Union soviétique» (15).

Ces organisations fascistes en Europe de l'Est et en Union soviétique ont joué un rôle important dans la liquidation finale du socialisme dans les années 1989-1990.

Après la mort de Staline: la trahison de Khrouchtchev

La guerre clandestine menée dans tous les pays socialistes de l'Europe de l'Est par l'impérialisme américain et qui s'appuyait sur les anciens réseaux de nazis et de sympathisants nazis, s'est surtout fortement développée à partir de 1947. Le 12 mars, le président Truman déclarait: «*Les Etats-Unis doivent soutenir les peuples libres qui résistent contre les tentatives de les soumettre émanant de minorités armées ou de la pression de l'étranger*». En mars 1949, il ajoutait: «*La guerre froide se terminera comme la deuxième guerre mondiale*» (16). En 1950, l'émetteur CIA Radio Free Europe entamait ses émissions en vue d'une guerre psychologique permanente contre le socialisme. 1950 est aussi l'année au cours de laquelle l'impérialisme américain déclenche sa guerre contre la Corée, provoquant la mort de trois millions de Coréens. Les révoltes de Berlin et de Budapest en 1953 et 1956 constituaient deux autres points culminants dans cette guerre politique, psychologique, économique et militaire.

Mais en Union soviétique, le camarade Staline menait une politique intelligente et prudente. Il a consolidé le pouvoir révolutionnaire des travailleurs et, sur le plan international, il soutenait les mouvements de masse pour la démocratie, l'indépendance et la paix. Quelle que fut la barbarie et la perfidie de la coalition entre les Américains et les nazis, ils n'ont pu empêcher la consolidation des pays socialistes et le progrès de la lutte anti-impérialiste dans le monde entier. C'est la raison pour laquelle le coup d'Etat de Khrouchtchev en 1956 a marqué un tournant décisif dans l'histoire.

Au moment où l'impérialisme avait engagé une offensive acharnée dans le monde entier, Khrouchtchev a dénoncé l'oeuvre révolutionnaire de Staline dans les termes utilisés depuis toujours par l'extrême droite pour attaquer le communisme. Il a réalisé, dans le Parti, des épurations dirigées contre les vrais révolutionnaires, plaçant à des postes dirigeants des opportunistes et des contre-révolutionnaires emprisonnés à juste titre. Khrouchtchev a été le premier à se servir de Soljénitsine, un partisan du tsarisme, qui, dans sa lutte contre Staline, travaillera par la suite pour la CIA.

Khrouchtchev a également consciemment désarmé le Parti face à l'offensive antisocialiste engagée par l'impérialisme. Il se prononçait «sans arrière-pensées» en faveur pour l'«amitié» avec les Etats-Unis et affirmait qu'il n'y avait plus de danger de restauration du capitalisme dans les pays socialistes.

Au nom de l'antistalinisme, Khrouchtchev a introduit l'opportunisme et l'anticommunisme dans le parti communiste. Cet opportunisme profitera entre autres de la pression et des intrigues anticommunistes de l'étranger pour entamer toujours plus profondément les fondements marxistes du parti et de la société, jusqu'à ce que, après un travail de sape de trente-cinq ans, la dernière apparence de communisme ne soit abandonnée. C'est en 1990 et en juillet de cette même année, à l'apogée de la campagne anticommuniste mondiale, que Gorbatchev déclarera pendant le 28ème congrès qu'il est partisan du capitalisme, de l'économie de marché et de libre entreprise. Un an plus tard, Eltsine réintroduira tous les symboles du tsarisme.

Vlaams Blok: grâce à nos massacres au front de l'Est

Un journal lié au Vlaams Blok publiait récemment un compte rendu d'un livre de F.K. Gruber, un combattant wallon du front de l'Est, qui traite de l'agression nazie contre l'Union soviétique. Le livre est «*un rappel à l'enthousiasme, l'activisme, la foi d'une jeunesse admirable dans sa croisade contre le bolchevisme qui s'apprêtait à inonder l'Europe. Un combat de titans, dont l'empire soviétique de Staline, qui se croyait déjà le vainqueur, ne s'est jamais remis*» (17).

Ces nazis flamands affirment que l'élimination définitive du socialisme en Union soviétique, à laquelle nous avons assisté en 1990, était en fait le résultat des coups destructeurs portés par les nazis à l'Union soviétique.

Il y a une partie de vérité dans cette thèse. Les nazis ont assassiné et massacré 23 millions de civils soviétiques pendant la guerre. Beaucoup parmi les meilleurs communistes y ont trouvé la mort. Après la victoire, Staline a dû concentrer toutes les forces pour la reconstruction et pour parer une nouvelle menace de guerre, émanant des Etats-Unis. Mais pendant toute cette période, une nouvelle couche de bureaucrates s'était constituée, qui cherchaient à acquérir des privilèges et qui étaient fatigués du dur combat. Les énormes problèmes de la guerre et de la reconstruction n'ont pas laissé le temps à Staline d'épurer le parti de ces éléments. Avec Khrouchtchev, ils prendront le pouvoir, persécuteront les vrais communistes et mèneront une politique de capitulation.

Le fascisme dans la Russie d'Eltsine

L'élimination du socialisme en Union soviétique signifie la victoire posthume du nazisme. Les idées à la mode en Russie et défendues par les partisans de Soljénitsine et Eltsine manifestent beaucoup de ressemblances avec celles du fascisme. Le journal «Vouloir», dont Robert Steuckers est la figure centrale, publie des études sur les fascistes européens. Steuckers collabore également au journal du Vlaams Blok «Dietsland-Europa».

Wolfgang Strauss a consacré dans «Vouloir» ses réflexions à «la fin du communisme». Voici ses thèses. «*Aujourd'hui l'anticommunisme signifie le progrès, la libération, la révolution. Mais surtout, l'anticommunisme est aujourd'hui le nationalisme émancipateur en action. Le 22 août au soir, le député et prêtre Gleb Yakounine s'est adressé à la foule: «Chers compatriotes, aujourd'hui, la Russie s'est levée». Il parlait de la Russie, non de la «démocratie». Sans Eltsine et Soljénitsine, nous n'aurions jamais connu le réveil de la conscience nationale russe. Le PCUS, cette sangsue, est conspué, interdit, démantelé. Pour l'Amérique cosmopolite et capitaliste, l'effondrement et la dissolution de l'internationalisme communiste est un défi meurtrier. Soljénitsine a dénoncé à Harvard le matérialisme éclairé, le rationalisme et l'humanisme athée ainsi que la loi libérale de la jungle comme étant les grands responsables du marxisme. Le grand écrivain russe rejette catégoriquement le parlementarisme, la participation et les élections sur base de listes politiques, ainsi que les «acquis» du capitalisme libéral*» (18).

Tous les partis bourgeois se sont engagés pour défaire le socialisme. Mais les fascistes considèrent, non sans raison, que ce tournant dans l'histoire est leur première grande revanche.

De l'anticommunisme à la réhabilitation des nazis

Maintenant que les fascistes ont acquis la certitude que tous les partis bourgeois sont dès à présent «entièrement d'accord» avec les mensonges classiques contre le socialisme, ils exigent que tout leur passé soit réhabilité. Un journal de tendance Vlaams Blok écrit: «Après l'effondrement de la terreur rouge, tout le monde s'accorde pour dire que le communisme était inhumain et tout à fait inefficace, mais ceux qui, il y a un demi siècle, ont souffert et sont morts pour cette conviction, demeurent des parias dans cette société. Alors que des résistants communistes, qui de derrière une haie ont tiré et abattu un bourgmestre de village, ou la fiancée d'un SS ou un garde champêtre local, demeurent des «héros» couverts de médailles et bourrés d'argent. (...) Les fautes possibles du Troisième Reich n'étaient pas le fait des combattants du front de l'Est. Et il s'est avéré aujourd'hui, certes cinquante ans plus tard, qu'ils avaient raison pour l'essentiel et que les prétentieux auditeurs militaires fraîchement promus avaient tort» (19). Voilà la conclusion que le Vlaams Blok tire de l'hystérie anticommuniste récente: les SS flamands avaient raison...

Un autre journal lié au Vlaams Blok tire deux conclusions de l'unanimité anticommuniste actuelle. La guerre d'agression la plus bestiale et barbare jamais menée, celle de l'Allemagne hitlérienne contre l'Union soviétique, était une lutte justifiée et nécessaire contre le «bolchevisme diabolique». Et la terreur meurtrière du régime nazi contre les forces de gauche visait à assurer l'ordre et la discipline et l'élévation de l'homme... Le journal rend hommage à ceux qui «ont répondu à l'appel du Dirigeant et ont été prêts à engager leur vie dans une lutte contre ce qu'on appelait alors le bolchevisme diabolique». Et le journal poursuit: «Le danger rouge était partout et mettait le feu partout où il le pouvait. Seuls les pays du Nouvel Ordre vivaient dans un climat remarquablement serein depuis qu'ils avaient éliminé les rouges. Surtout le voisin allemand, sous le régime national-socialiste, offrait un aspect rassurant d'ordre et de discipline, d'honnêteté, de responsabilité sociale, d'éducation dans la beauté et l'art, d'élévation de l'homme, de respect de sa propre identité et de son propre peuple» (20).

LUDO MARTENS

1) Fonville-Alquier François: La Grande Peur de la guerre froide, éd Laffont, 1973, p.310. (2) E.H. Cookridge: L'espion du siècle, Reinhard Gehlen, éd Fayard, 1973, p.360 en 366. (3) Ibidem, p.169. (4) Gehlen Reinhard: The Service, popular library, New York, 1972, p.107-8. (5) E.H. Cookridge, op.cit., p.161-162. (6) Ibidem, p.161-166. (7) Ibidem, p.215-223. (8) Ibidem, p.266. (9) Aarons Mark et Loftus John: Des Nazis au Vatican, éd Olivier Orban, 1991, p.318. (10) Dillen, Vlaams Blok, n° 2 fév. 1991, p.3. (11) Le Monde Diplomatique, avril 1986, P.Abramovitch, p.3-5. (12) Général Singlaub, président WACL 1985, ABN, n 1, 1986, p.11. (13) ABN Bulletin, n°3-4, 1986, p.43 et 47. (14) Hanusiak Michael: Ukrainischer Nationalismus, Globus Verlag, Wien, 1979, p.30-31. (15) Slava Stetsko, ABN, n°3, 1989, p.16. (16) Fonville-Alquier François, op.cit., p.127 et 129. (17) Periodiek Contact, n°3, 1992, p.33. (18) Wolfgang Strauss, in: Vouloir, nov-déc 1991, p.2-3. (19) Dietsland Europa, jan.1992, n° 1, p.31. (20) Periodiek Contact, n°10, oct 1991, p.27.

Mouvement marxiste-léniniste (MML)



Organisation des étudiants du PTB
Bd. M. Lemonnier 171
1000 Bruxelles
02/513 77 60

Devenir membre du Mouvement Marxiste-Léniniste

MML c'est:

- être jeune, actif et révolutionnaire
- écouter, discuter, agir
- étudier, voyager, ...
- apprendre des ouvriers et du tiers monde, travailler dans les cercles, parmi les masses.

Les membres du MML, agissent contre l'injustice, l'exploitation, le racisme et fascisme et la guerre. En tant que membre du MML nous te demandons de souscrire au programme politique suivant:

"10 x OUI" avec MML

1. OUI à un enseignement démocratique et à la recherche au service du peuple.

Non à l'université et à l'enseignement élitistes.

2. OUI aux droits politiques et sociaux pour les immigrés, dont le droit d'élire et d'être élu.

Non au racisme, au fascisme et à l'apartheid.

3. OUI à la démocratie à l'université, au travail, dans la société.

Non à la répression de la gendarmerie et de la police.

Pas de police à l'université.

4. OUI au droit au travail pour tous. Pour la journée des

huit heures. Oui à la solidarité avec les travailleurs qui défendent leurs droits.

Non au chômage, aux sous-statuts, à la flexibilité.

5. OUI à la libération du Sud.

Non à son exploitation par le Nord impérialiste.

6. OUI à la paix dans la justice.

Non aux guerres contre le tiers monde, non au surarmement de la superpuissance américaine et de la nouvelle superpuissance européenne.

7. OUI à un monde vivable pour tous.

Non aux multinationales qui détruisent l'environnement par soif du profit.

8. OUI à une culture et à des loisirs progressistes et accessibles à tous.

Non à la culture de consommation abrutissante.

9. OUI à la solidarité entre les jeunes de Flandre, de Wallonie, de Bruxelles et d'origine étrangère.

Non au nationalisme et au chauvinisme.

10. OUI au socialisme qui donne le pouvoir aux travailleurs.

Non au capitalisme qui affame le tiers monde, crée le chômage, la misère et les guerres.

Enfin, nous demandons aux membres du MML de s'abonner à SOLIDAIRE. Pour 180 FB, tu deviens membre du MML et tu reçois SOLIDAIRE, le seul hebdomadaire révolutionnaire en Belgique. Si tu as déjà un abonnement, tu paies seulement 100 FB par mois.

En tant que membre du MML, tu seras invité aux principales activités du MML, du PTB, de la LAI et d'autres organisations de masse du PTB et tu bénéficies d'une réduction pour chaque activité à entrée payante du MML.

Nom _____

Adresse (kot) _____

Adresse (domicile) _____

Tél. _____

Université/Ecole supérieure/Année: _____

Date naissance _____

- Je veux devenir membre du MML
- et je prends un abonnement à SOLIDAIRE (180 FB / mois)
- je paie 100 FB par mois
- Je veux participer/aider aux activités du MML
- contre le racisme et le fascisme
- contre les mesures gouvernementales

- Je veux en savoir plus sur le MML
- Je veux rester au courant de toute activité du MML

Renvoyer à MML, 171 Bd. M. Lemonnier, 1000 Bruxelles. Ou remettre à un de nos secrétariats régionaux ou à un de nos militants.



Rebelle

Organisation de jeunes du PTB
Bd. M. Lemonnier 171
1000 Bruxelles
02/513 77 60

Rebelle est une organisation de jeunes qui s'opposent à l'injustice, à l'inégalité, à la pauvreté et à l'exploitation. Une organisation de jeunes qui n'acceptent pas le capitalisme, une organisation de jeunes qui veulent édifier une société socialiste, une organisation de jeunes révolutionnaires, l'organisation de jeunes du Parti du Travail.

Rebelle c'est vivre ensemble, sans discriminations en amitié, en égalité.

Rebelle c'est apprendre et découvrir, discuter et confronter, poser des questions et répondre: qu'est-ce que le socialisme, le communisme? Qu'est-ce que le fascisme, le nationalisme?

Rebelle c'est l'aventure et la créativité, la culture et l'activité,

internationale, sans frontières.

Rebelle c'est la colère, la révolte, l'action et la lutte, se battre et vaincre, s'engager atteindre son objectif.

Deviens membre de Rebelle

Chez Rebelle, tu rencontreras des jeunes qui s'engagent sur tous les fronts.

Tu veux l'égalité, pas le racisme.

Tu veux la démocratie et la tolérance, pas le fascisme.

Tu veux le socialisme, pas le capitalisme.

Ta place est chez Rebelle.

Fais-toi membre.

Bienvenue!

Tu n'as pas encore 18 ans? Pour 600 frs par an, tu peux devenir membre et recevoir Solidaire chaque semaine dans ta boîte aux lettres.

Si tu as plus de 18 ans, tu paies 1.200 frs par an (cotisation + abonnement à Solidaire).

Rebelle - Bon d'information

Nom

Adresse

Code postal

Commune

Tél.

Ecole/travail

Age

Je souhaite plus d'information sur

- Rebelle
- l'Université marxiste d'Hiver pour jeunes du 4 au 8 janvier 1994
- l'Université marxiste d'Été pour jeunes pendant les vacances d'été 1994
- la formation de moniteurs Pionniers du 27 au 31 décembre 1993
- le travail de Rebelle avec les Pionniers, pour les enfants de 6 à 15 ans
- faites-moi parvenir un exemplaire de la revue Parole aux Jeunes

Je souhaite plus d'information sur le voyage suivant et je commence dès maintenant à épargner:

- voyage antiraciste à Londres: du 13 au 19 février 1994
- voyage antiraciste à Berlin du 13 au 19 février

- camp de Pâques avec Rebelle, contre le racisme, contre la guerre, contre la crise
- voyage à Cuba: brigade Che Guevara
- voyage: expédition en minibus au Maroc
- voyage: brigade Intifadah en Palestine
- voyage: socialisme en Corée du Nord

- Faites-moi parvenir des informations sur:
- Envoyez aussi la documentation sur Rebelle

Envoyez le bon dûment complété à notre adresse:
Rebelle, bd M. Lemonnier 171 1000 Bruxelles.
Tél. 02/513 10 95.

Mieux encore et plus rapide: remettez-le à un de nos militants ou à un de nos secrétariats.



Le Parti du Travail de Belgique est:

- Un parti d'action des ouvriers et des autres travailleurs pour le socialisme.
- Un parti qui se met entièrement au service de la lutte menée par les travailleurs contre le capitalisme.
- Un parti qui cherche une voie autonome vers la révolution socialiste en Belgique.
- Un parti qui soutient résolument la lutte pour la démocratie et l'indépendance nationale des peuples et des pays du Tiers Monde.

A travers cette brochure, vous avez pu vous faire une idée du programme défendu par le PTB. Si vous souhaitez mieux nous connaître, voici nos propositions:

- Je prends un abonnement à l'essai à Solidaire, entièrement gratuit, sans aucun engagement. Pendant 5 semaines, vous recevrez chez vous des informations, des analyses révolutionnaires.
- Je commande la farde présentant l'ensemble des activités, initiatives et journées de formation du PTB pour l'année à venir (farde de 20 pages, gratuite).
- Je souhaite avoir une discussion avec un membre du PTB, pour un échange de vues personnelles.
- Je souhaite être invité aux réunions du PTB dans ma région ou ma commune.
- En tant que syndicaliste, je souhaite être invité aux Forums syndicaux que le PTB organise régulièrement pour les syndicalistes de combat.

Le PTB travaille activement autour de certaines entreprises et autres lieux de concentration de travailleurs. Vous pouvez nous aider dans ces activités.

- Je commande ex. de la brochure "Y en a marre des tunnels! Si, il y a une alternative!". (200 Frs)
- Je veux aider à diffuser les tracts du PTB aux entreprises, aux réunions syndicales, dans mon quartier, ma commune, mon cercle de connaissances.
- Faites-moi parvenir exemplaires de vos tracts.
- Chaque tract coûte 0,8 frs pièce, imprimé en format A4, recto-verso. Vous pouvez nous aider en versant votre soutien sur le compte 000-1331025-88 de "PTB-Editions", Bruxelles 1.
- Je veux aider à coller des affiches et des autocollants.
- Faites-moi parvenir des affiches pour accrocher dans mon école, mon entreprise, etc...

Le PTB travaille parmi la jeunesse grâce à son organisation de jeunes particulièrement dynamique: Rebelle.

- Je veux plus d'informations sur le travail et les activités de Rebelle.

Bon à renvoyer au Secrétariat du PTB, Bd M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles ou à remettre à un de nos membres ou à un de nos secrétariats.

Nom et prénom:

Rue:

Code postal et commune:

Téléphone:

Entreprise ou école:



Bon de commande



Dossiers Solidaire

- Flexibilité (1988) 50 frs
- Tien An Men 1989. De la dérive révisionniste à l'émeute contre-révolutionnaire (1989) 70 frs
- Roumanie, la révolution de qui? (1990) 50 frs
- Pourquoi les Etats-Unis et Israël mènent la guerre au Moyen-Orient (1990) 50 frs
- Management participatif (1990) 50 frs
- La CIA, le Mossad, l'Irak et les Kurdes (1991) 50 frs
- A côté du Tiers Monde, contre les fauteurs de guerre de chez nous (1991) 20 frs
- Textes de Nina Andreeva, Président du Parti Communiste des Bolcheviks d'Union soviétique (1991) 100 frs

Livres

- Pierre Mulele ou la seconde vie de Patrice Lumumba; Ludo Martens, 1985, EPO 698 frs
- La Société Générale; J. Cottenier, P. De Boosere, T. Gounet, 1989, EPO 850 frs
- Léonie Abo, une femme du Congo; Ludo Martens, 1991, EPO 798 frs
- La contre-révolution de velours; Ludo Martens, 1991, EPO 750 frs
- Le temps travaille pour nous. Militant syndical dans les années 90; J. Cottenier et K. Hertogen; 1991, EPO, ... 500 frs

Documents du PTB

- Statuts PTB (octobre 1979) 50 frs
- Programme PTB (octobre 1979) 175 frs
- La crise du mouvement révolutionnaire en Europe (mars/avril 1983) 75 frs
- La morale révolutionnaire (mars/avril 1983) 75 frs
- Parti et Front (mars/avril 1983) 75 frs
- Halte à ce gouvernement de terreur sociale. Manuel anti Martens-Gol (1985) 50 frs
- SNCB, Comment arrêter le train fou de Decroo (1985) 30 frs
- Etre marxiste et révolutionnaire dans le monde d'aujourd'hui (1988) 20 frs
- Programme du PTB pour les élections communales de 1988 50 frs
- Manifeste Européen - Non à l'Europe du grand capital (mai 1990) 100 frs
- Les maisons des huit heures, bientôt remplacées par des mobilhomes?
Rapport du forum pour syndicalistes de combat (1990) 100 frs
- Contre l'injustice, l'exploitation, le racisme et la guerre. Heureusement qu'il y a encore des communistes.
Programme Elections 1991 100 frs
- Non à l'Europe impérialiste, militariste et allemande. Recueil des discours des 1^{er} mai 1989, 1990, 1991 et 1992: 150 frs
- Y en a marre des tunnels. Si, il y a une alternative. J. Cottenier et G. Moreau (1992) 200 frs

Autres

- Rebelle: Le Petit Livre Rouge de l'Antiraciste (1991) 50 frs
- Etoile du PTB 100 frs
- Pin's de Rebelle 80 frs

[Indiquez d'une croix les documents souhaités.]

Nom et prénom:

Rue & N°:

Code Postale: Commune:

Mode de paiement: par virement par chèque ci-joint

Veillez ajouter 50 frs pour les frais de port.

Les commandes seront exécutées dès réception du chèque ou du virement sur le compte 000-1331025-88 de PTB-Editions, Bruxelles 1.

Bon à renvoyer au

Secrétariat National du PTB, Bd M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles

(ou à remettre à un de nos militants ou à un de nos secrétariats)

Prix: 120 FB
20 FF
4 US \$

Editeur responsable:
Marie-Rose Eligius,
bd. M. Lemonnier 171,
1000 Bruxelles
Belgique

PTB
Parti du Travail de Belgique